

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

La guerre a été retardée
par l'intervention
de Londres.

Mais seule
l'intervention du
prolétariat
peut l'empêcher !

Les deux cents familles appliquent leur programme

Le deuxième train des décrets-lois est sous pression. Nous en connaissons maintenant le chargement qui n'est pas meilleur que l'autre. Après la consécration de la faillite des neuf dixièmes, amenant un surcroît de misère aux travailleurs, Daladier s'efforce par ces nouveaux décrets de donner satisfaction à la bourgeoisie dont il est le mandataire. Insuffisant mandataire d'ailleurs, car le grand capitalisme ne s'estime pas encore satisfait des 11 milliards qui vont être jetés aux grandes entreprises qui vont bénéficier des grands travaux. Ces fameux grands travaux qu'on nous ressort périodiquement comme une panacée...

Les deux cents familles que Daladier dénongait comme les maîtres de la France ont trouvé en lui leur homme à tout faire. Avec lui elles ont reconquis pleinement le pouvoir. Elles passent à l'action et à l'encontre du Front populaire, elles réalisent leur programme de classe.

Les grands requins de l'industrie et de la finance veulent des garanties supplémentaires concernant l'intangibilité du profit capitaliste. Et voilà pourquoi à ces décrets s'ajoute

« l'aménagement » des 40 heures qui aboutira, si nous n'y prenons garde, à leur abolition pure et simple. Cependant, il demeure encore 400.000 chômeurs qui n'ont pu être réincorporés dans la production. On claironne sur le mode publicitaire qu'un pic démolisseur va être porté dans ce chantier du capitalisme qui est le taudis. Nous demeurons sceptiques et nous craignons fort que la lèpre des taudis ait encore de beaux jours sous le soleil. Malgré leur mise hors la loi...

Cette formule est assez malheureuse. Nous en avons vu des choses mises hors la loi ! A commencer par la guerre. Nous nous souvenons des retentissantes condamnations prononcées « contre ce crime : la guerre ». Depuis nous avons eu la guerre en Ethiopie, en Chine, en Espagne.

Les officieux nous annoncent que de cet « apaisement » politique qu'est le gouvernement Daladier, doit sortir une « confiante collaboration du Capital et du Travail, qui conjointement avec la collaboration franco-anglaise assurera

avec la paix sociale intérieure la paix extérieure.

C'est sur ce mensonge que repose tout entière la politique de classe de la bourgeoisie. Elle n'a pu reprendre sa force que par la dégénérescence de l'équivoque que représentait le Front populaire.

Si celui-ci avait gardé le caractère d'une formation de combat du prolétariat et de la paysannerie unis étroitement pour une action expropriatrice du capitalisme, il eût fait reculer la menace de guerre en ruinant à sa base l'impérialisme français. Malheureusement, le Front populaire, en freinant l'action directe des masses, en altérant leur confiance en elles-mêmes, devait aboutir à la restauration capitaliste à laquelle nous assistons en ce moment. La dictature patronale s'exerce maintenant plus que jamais dans les usines ; les conquêtes sociales sont mises en cause ; la guerre grandit sa menace ; le prolétariat recule. Seul l'esprit de juin 36 peut opposer au capitalisme fauteur de guerre et d'oppression, une digue de paix et de liberté.

Les enseignements
de la Commune

révolution

Aux sources

de la

prolétarienne

par Lashortes

La figure hautement pathétique de la Commune de Paris fait parfois oublier qu'elle constitue une expérience politique d'un prodigieux intérêt. D'aucuns ne s'y sont pas trompés : Marx, Lénine, considéraient la Commune comme une grandiose anticipation de la révolution prolétarienne. Ses efforts, ses succès, ses échecs même sont marqués du sceau le plus authentique du socialisme, non plus verbal, mais concret et conséquent. Il y a un grand avantage à s'en rendre compte à l'heure présente où la classe ouvrière se trouve à un carrefour de l'histoire : va-t-elle capituler, accepter la guerre et le fascisme, souscrire un nouveau bail de servitude dans le moment même où son existence, sinon son action, consécutive au développement du capitalisme rend chaque jour plus difficile le maintien de ce régime ? A quiconque se pose cette question, nous demandons de remonter aux sources d'un mouvement dont les leçons ne doivent pas s'effacer.

médiatement révoqués, simples agents d'exécution rétribués sur la base d'un salaire normal, les titulaires des divers emplois d'administration ne pouvant à aucun moment s'élever en caste gouvernementale. L'Etat était aboli. Non pas à coup de décrets mais par la force même des choses. Plus exactement il cessait d'avoir une raison d'être en même temps que disparaissait la vieille organisation de la société de classes antagonistes.

Bismarck accorda, dit-on, un grain de bon sens au mouvement de la Commune. Il faut lui en reconnaître beaucoup. En dépit des oppositions de doctrine qui divisèrent parfois les membres du Comité Central, en dépit de ses faiblesses et de ses fautes, on reste aujourd'hui encore étonné de la vigueur et de la justesse de sa politique.

(Voir la suite en 3^e page.)

AVEC LA PEAU DES AUTRES

par
Sébastien
Faure

Deux conclusions se dégagent logiquement du point de vue que j'ai exposé la semaine dernière. (1)

L'une, ai-je dit, est de principe et d'aspect théorique ; l'autre est de fait et de conséquence pratique.

La première conclusion, c'est que, en l'absence de tout contenu consistant — et positif, précis et délimité, tant pour les riches que pour les pauvres : ceux-ci, parce qu'ils ne sont chez eux et avantages nulle part, ceux-là, parce que partout ils sont privilégiés et chez eux, le mot « Patrie » est, pour les uns comme pour les autres, vide de toute signification exacte et définie.

C'est que le sentiment patriotique, autrement dit « l'amour et le culte de la Patrie » ne repose sur aucun fondement solide et raisonnable. C'est que la notion de « Patrie » est fallacieuse et mystificatrice ; c'est que le fait « Patrie » ne comporte en soi ni droit, ni devoir ; ni droit en faveur des riches, ni devoir s'imposant aux pauvres.

Telle est ma conclusion de principe et j'aime à croire que le bien-fondé de celle-ci ne sera sérieusement nié par personne. Examinons, maintenant, ma seconde conclusion : celle de fait.

Toutes les Patries, toutes, sont malveillantes aux pauvres et toutes les Patries, toutes, sont bienveillantes aux riches.

Voilà le fait. Il s'impose aux intelligences les plus obtuses ; il crève les yeux, il est de toute évidence.

Ce fait, comment s'est-il produit ? On le sait ; et cela me dispense d'entrer dans de longs développements. J'explique donc très succinctement :

En prenant possession de la planète sur laquelle elle était appelée à vivre et à se multiplier, l'espèce humaine s'est ingéniée à en faire la conquête et à l'aménager de façon à satisfaire de plus en plus et de mieux en mieux les besoins croissant et se diversifiant sans cesse d'une population toujours plus nombreuse.

Au sein des innombrables générations qui ont précédé la nôtre, des centaines de millions d'hommes et de femmes se sont attelés à cette tâche colossale et, si la surface terrestre est devenue ce qu'elle est présentement, c'est grâce au labeur acharné et permanent de ces milliards de travailleurs.

Il eût été conforme à la justice et à la raison que l'ensemble des travailleurs ayant ainsi collaboré à ce gigantesque effort collectif fût appelé à en bénéficier. Il eût été juste et sensé que le fruit inestimable de ce labeur collectif constituât un patrimoine commun, sorte d'héritage humain, transmis de génération en génération et progressivement accru.

Mais l'Egoïsme et la Raison — l'Histoire nous apporte cette douloureuse, cette tragique constatation — n'ont cessé d'être méconnues, outragées et terrassées par la Force, se mettant au service de l'Iniquité.

En sorte que, constamment spoliés : les Esclaves par les Maîtres, les Serfs par les Seigneurs, les Proletaires par les Capitalistes, les travailleurs de toujours et de partout, bien que créateurs de toutes les richesses, sont restés lamentablement pauvres, tandis que, armés du Pouvoir temporel et spirituel, les hommes de Gouvernement, de Guerre, d'Argent et d'Eglise, sont devenus scandaleusement riches.

Mais la planète est trop vaste et ses habitants sont à la fois en trop grand nombre et d'ascendance, de tempérament, de coutumes, de langages, de croyances, de culture, d'évolution — bref : de formation naturelle et historique trop diverse et trop opposée, pour qu'il soit possible de les soumettre tous à un Gouvernement unique et universel.

Les profiteurs du brigandage millénaire que je viens de rappeler se sont donc trouvés dans l'obligation de se partager l'empire mondial. Ils ont été fatalement conduits à la fractionner, à le découper en territoires plus ou moins étendus, peuplés et fertiles. De cette segmentation est sortie l'immense variété des nations et des peuples.

Ce partage ne s'est pas effectué pacifiquement, en application d'un accord librement consenti. Il a été et est encore, l'enjeu de conflits sanglants et le résultat de guerres sans merci.

Car, les yeux perpétuellement fixés sur leur rêve de domination sans frein et d'enrichissement sans limite, ces voleurs se dressent violemment les uns contre les autres : les plus avantagés en territoire et en richesses voulant à tout prix étendre le champ de leur domination et accroître leurs profits ; les moins favorisés étant résolus à régner coûte que coûte sur un territoire plus vaste et à s'approprier de nouvelles richesses.

La soif de domination et la cupidité de ce monde de despotes et d'accapareurs ne sont jamais complètement satisfaites. C'est de cette double source que jaillissent les impérialismes déchainés et rivaux enfantant la guerre.

On pourrait penser que les convoitises de ces malfaiteurs gorgés d'or et de puissance étaient seules en jeu, les querelles qu'ils mettent aux prises devraient se vider en champ clos, entre les seuls intéressés.

Pas si bêtes !... Prodiges du sang des autres, ces bandits sont avides de leur propre sang. C'est ce qui a permis d'affirmer qu'ils font la guerre AVEC LA PEAU DES AUTRES.

Qui ; mais... cette peau des autres, comment se la procurer ? Et comment se l'assurer ?

C'est ici qu'éclatent la monstrueuse hypocrisie et l'incroyable machiavélisme de ces fribans.

Pour se procurer « la peau des autres » et épargner la leur, ils ont imaginé la Patrie et le Patriotisme. Et, pour envoyer le troupeau à l'abattoir et n'y point aller eux-mêmes, ils ont créé toute une mystique :

— A tous les cœurs bien nés, que la Patrie est chère !...

“ Nous résisterons jusqu'à la mort ! ”

En quatrième page, nos camarades liront l'appel de la S.I.A. en faveur des 20.000 miliciens de la 43^e division encerclée par les forces fascistes. Pour desserrer l'étouffement des étreintes, la S.I.A. va faire un effort exceptionnel. Nous voulons que vivent les héroïques défenseurs de la 43^e division et chacun fera le maximum pour répondre à l'appel pressant de la S.I.A.

John Bull à la curée

L'hypocrisie, le cynisme, le mensonge sont qualités journalistiques et politiques ; nous le savions. Jamais cependant ils ne se sont étalés, à la face d'un monde abêti, avec tant d'impudence qu'en ces derniers jours. « Nous avons frôlé la guerre, et dans la nuit de samedi à dimanche la paix n'a été sauvée de justesse, nous dit-on, que grâce à l'énergie

tenace de la loyale Angleterre ».

Quelle misère ! L'éditorialiste du *Temps* qui ne manque pas d'ironie, — d'humour britannique devrions-nous écrire — signale dans son article du mardi 24 mai, que « l'Angleterre n'a pas contracté d'obligations directes à l'égard de la République tchécoslovaque, mais qu'elle

entend remplir en conscience celles de caractère général, découlant du pacte de la Société des Nations, dans le cas où un Etat viendrait à être victime d'une agression non provoquée ».

Et c'est avec de tels bobards — car il n'y a pas d'autres termes pour qualifier de semblables contre-vérités — que l'on fait l'opinion d'un peuple de quarante millions d'habitants, et qu'on le berce d'illusioires espérances.

L'Ethiopie, membre de la S.D.N., a été violée par Mussolini ; et l'Angleterre s'est tue. La Chine est en proie aux attaques criminelles du Japon ; et l'Angleterre se tait. L'Autriche a été accaparée par Hitler ; et l'Angleterre approuve. L'Espagne est depuis deux ans livrée aux exigences non dissimulées des dictateurs allemand et italien ; et l'Angleterre ergote. Et l'on ose encore prétendre que la perfide Albion remplit en pleine conscience ses obligations !

C'est à mourir de rire. Mais on ne sait plus rire au pays de Voltaire depuis qu'il a été colonisé par l'ex-enemi héréditaire d'outre-Manche, et nous attendons sans doute, pour retrouver une superficielle gaieté, que nous tombent du ciel des gaz hilarants, au cours de la prochaine dernière.

Car elle approche avec une terrifiante rapidité la prochaine dernière et la paix que peuvent nous construire ces Messieurs de la diplomatie n'est qu'une paix à crédit qui trouvera sa conclusion dans la plus monstrueuse des guerres.

Nous voudrions, quel que soit le faible écho que nous rencontrons, ne pas sortir du domaine de la réalité. Aussi idéalistes que nous soyons, nous ne pouvons pas nous détacher d'un monde qui nous étire et c'est avec ce même monde qu'il nous faudra cons-

PLUS QUE QUINZE JOURS pour notre fête de Livry-Gargan

Je n'avais pas eu tort d'avoir confiance dans la bonne volonté de nos amis. Les billets d'entrée pour notre fête du 12 juin donnant droit à notre grande tombola, ont obtenu tel succès que nous avons été obligés de faire un second tirage. Chaque jour, au courrier du « Libertaire », le nombre de lettres, de règlements de carnets augmente. Presque dans chaque lettre est une demande de nouveaux carnets. La province est surtout active. Il est vrai que beaucoup de camarades parisiens attendent la fête à laquelle ils participent pour régler leurs carnets.

Je dois malgré tout faire une pression auprès des camarades des groupes de l'Union Anarchiste, qui détiennent des billets pour qu'ils envoient le règlement le plus vite possible. J'ai déjà signalé que l'important était surtout l'arrivée massive des sommes à percevoir, cela permet d'engager des actions importantes, qui sont d'un plus grand profit pour la propagande. Que tous les groupes prennent donc leurs dispositions pour que tous les règlements soient effectués avant le 12 juin.

Que tous nos amis redoublent d'ardeur pour que tous les billets

soient placés pour cette date ; que ceux qui ont placé leurs carnets nous en redemandent. La semaine prochaine je donnerai une liste générale des lots.

Je demande que tous nos camarades militants, sympathisants, lecteurs du « Libertaire », réservent leur journée du 12. Les distractions y seront nombreuses et variées ; elles se dérouleront dans un très joli cadre champêtre. Nos amis de Livry-Gargan, aidés de camarades de la région parisienne, travaillent à sa décoration. Tous ceux qui ont participé à notre fête l'année dernière, se rappellent le plaisir qu'ils y prirent. Cette année, « nos artistes » feront mieux. A tous ils réservent des surprises. La partie de concert sera des plus soignées. Maurice ROSTAND, le grand poète pacifiste et notre ami Charles D'AVRAY, seront des nôtres. Le programme, que d'excellents artistes mettent au point, nous le donnerons complet dans notre prochain numéro. Soyez-en sûrs, vous en serez tous satisfaits, et tous vous viendrez le 12 juin à Livry-Gargan.

SEBASTIEN FAURE.

(1) Voir dans le précédent numéro du *Libertaire* l'article « Sans Patrie ».

truire la société de demain. Ne l'oublions jamais et surtout ne nous mentons pas à nous-mêmes, pour ne pas commettre la plus dangereuse des erreurs.

Ce n'est certes pas dans le cadre restreint d'un article que l'on peut analyser la situation mondiale et en dégager ce que nous sommes convenus d'appeler les facteurs de paix et les facteurs de guerre, et nous sommes donc contraints de nous attacher à l'essentiel.

Le fascisme est sans conteste un facteur de guerre ; mais il a lui-même des causes et des origines. Il a trouvé un terrain propice à son développement dans les puissances qu'Aldous Huxley, que nous citons dans un précédent article, qualifiait d'insatisfaites, c'est-à-dire dans les nations pauvres ou appauvries dépourvues de matières premières et incapables de nourrir une population trop dense qui augmente quotidiennement. C'est donc un phénomène d'ordre économique qu'il faut traiter économiquement et que l'on ne solutionnera pas diplomatiquement par des conversations de caractère politique.

Léon Jouhaux, au nom de la C.G.T. française, a proposé ces jours derniers à Oslo, au Comité de la Fédération syndicale internationale, d'entreprendre le boycott des Etats fascistes. Une telle proposition — à laquelle le Comité n'a du reste pas donné suite — est incomplète et par conséquent inopérante dans son application et dans ses buts.

Où le boycott plongera les classes laborieuses d'Allemagne et d'Italie dans une plus grande misère et les rapprochera de leurs gouvernants qu'ils soutiendront s'ils les jettent dans une guerre désespérée, ou alors ce sera la Révolution, bien hypothétique et qui ne pourrait sortir que de la guerre, et qui se traduirait, dans les conjonctures présentes, par le triomphe du bolchevisme, c'est-à-dire une autre forme du fascisme.

Et si provisoirement — ce qui n'est nullement certain — on peut retarder un conflit en refusant d'alimenter le fascisme, s'il est criminel qu'un prolétariat laisse la Russie et le Mexique livrer du pétrole à Hitler et à Mussolini, s'il est vrai que les deux dictateurs poussent à la tuerie, il est plus criminel encore de laisser affamer une population de cent millions d'habitants au delà du Rhin et de cinquante millions d'âmes au delà des Alpes. On peut combattre le fascisme avec du pain, du beurre et du lait, on ne le tuera pas avec des canons. Et c'est parce que l'empire britannique est une des causes déterminantes de la situation économique des nations qui se sont désespérément livrées au fascisme que nous disons que M. Chamberlain ne fait pas une politique de paix.

L'Angleterre est satisfaite. Elle contrôle les trois quarts de la richesse mondiale. Sur toute la surface du globe s'appesantit son égoïsme traditionnel, associé à celui des financiers et des industriels du Nouveau Monde. Son impérialisme est tout-puissant et rien, jusqu'à aujourd'hui, ne semble lui résister. Pour conserver sa prédominance elle tranche, elle rogne, elle divise, elle partage à son gré la carte de l'Europe, créant la zizanie et la dispute, affaiblissant les uns et les autres, car on n'est fort que de la faiblesse des adversaires et en politique l'Angleterre ne cherche pas des amis, mais des vassaux.

Or dans cette société imparfaite où les dissensions d'intérêts séparent les groupes d'un capitalisme arrivé au point culminant de sa trajectoire, l'Angleterre, sous le manteau du pacifisme démocratique, cache et dissimule ses appétits et ses prétentions historiques. Elle livre la Chine au Japon ; l'Espagne et l'Ethiopie au Duce, l'Autriche au Führer ; elle abandonnera la Tchécoslovaquie et la France sous réserve que l'on ne touche pas à son empire colonial. Mais si demain une quelconque nation prolifique et désargentée émet la prétention de revendiquer un centimètre carré de ses possessions africaines ou asiatiques, alors l'Angleterre jettera dans la mêlée sanglante des dizaines de millions d'hommes pour que soit respecté le prestige de ses couleurs ». Nous savons ce que cela veut dire.

**

Voilà le résultat d'une politique aveugle, ridicule et criminelle. Avons-nous raison de déclarer qu'une telle politique ne doit pas s'associer, ne peut pas s'associer à la masse laborieuse des travailleurs ? Combattre le fascisme dans ses effets sans vouloir en détruire simultanément les causes, c'est la politique de l'antruche, qui nous réserve de sombres révéls.

Pourquoi les chefs des grandes associations ouvrières, tant en France qu'en Angleterre, ne le comprennent-ils pas ? Sont-ils inaccessibles à toute logique, à toute raison ou sont-ils convaincus déjà qu'il n'y a rien à faire et que les peuples doivent subir la saignée qu'on leur prépare ?

Nous sommes au bord du gouffre. La guerre, elle éclatera dans une semaine ou dans un mois — peu importe le temps qui nous en sépare — si une nouvelle orientation n'est pas donnée à l'économie mondiale. La guerre, les peuples italien et allemand ne s'y refuseront pas, ils l'accepteront comme une délivrance s'ils continuent à crever de faim au plus grand profit des nations satisfaites. C'est cela qu'il faut dire, c'est cela qu'il faut clamer, crier, hurler si nous voulons sauver ce qui subsiste encore d'une civilisation construite sur des barils de poudre.

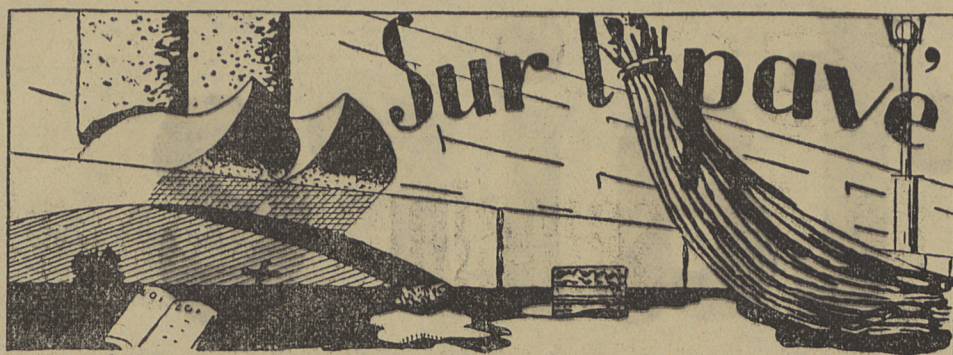
Peut-être est-il trop tard. Peut-être est-il temps encore. Mais ce qui est vrai est vrai et le mal n'est pas de le dire mais de le cacher. Et ce qu'il faut affirmer encore c'est que si les travailleurs des pays démocratiques sont demain les spectateurs et les acteurs du plus colossal des massacres, ils en seront aussi les complices.

J. CHAZOFF.

La «révolution» mexicaine

Nos camarades ont lu dans la presse quotidienne les informations de Mexico relatives à la tentative de coup d'Etat du général Cédillo, provoquée, semble-t-il, par la finance anglo-américaine en réponse à l'expropriation des mines de pétrole par le président Cardenas.

La situation du Mexique mérite mieux qu'un simple entrefilet et la place nous manque aujourd'hui pour étudier, objectivement, les répercussions intérieures et extérieures du mouvement mexicain. La semaine prochaine nous analyserons pour nos lecteurs et amis ces événements susceptibles d'avoir sur le monde social une influence considérable.



PROPOS D'UN PARIA

LUMIERE...

De la Porte Maillot à la Bastille, des milliers de badauds faisaient la haie pour voir défiler, samedi dernier, le cortège de la Lumière. Je ne sais pas à quel mobile, le Comité des Fêtes de la ville de Paris a obéi en organisant cette mascarade, assez mal réussie d'ailleurs, mais qui était tout de même préférable, quoi qu'on en puisse penser de Thorez à Reynaud et au delà, à un défilé de machines à tuer.

Je regrette seulement que cette lumière n'ait pas été suffisamment puissante pour éclairer les Parisiens sur les événements actuels qui se précipitent, se contredisent et sont présentés, à droite et à gauche, de telle façon que le citoyen moyen ne sait plus, après avoir lu les gazettes, s'il faut craindre le pire ou si, au contraire, tout est arrangé.

Et puis, nous assistons à de curieux changements de fusil d'épaule. Tel qui déclarait hier que la Tchécoslovaquie ne valait pas la peau d'un soldat français, se sent aujourd'hui d'humeur belliqueuse et tout prêt à courir à la frontière — avec les jambes des autres, bien entendu !

A la vérité, nos tristes bergers savent trop bien où ils nous mènent, mais ils font semblant de l'ignorer et mentent à jet continu pour les besoins de causes plus ou moins avouables et de façon à perturber l'entendement des foules auxquelles il serait peut-être dangereux de jeter en pâture la vérité toute nue.

Je dis peut-être, car les foules sont, après tout, composées de multitudes d'individus qui ont trop pris l'habitude de penser par personnes interposées et qui seraient très difficiles à désintoxiquer.

Et puis, il n'est pas besoin de se faire des illusions. Personne, à part nous, ne songe à tenter l'expérience.

Les événements qui se passent en Espagne, en Chine, en Tchécoslovaquie, au Mexique, en Russie et ailleurs continueront à être déformés, dissimulés ou amplifiés jusqu'au jour, sans doute prochain où les hommes du monde entier se jetteront les uns sur les autres pour des causes qui n'auront, avec celle pour laquelle ils croient utile de sacrifier leur pauvre vie que des rapports fort éloignés.

A moins que notre flambeau, devenu phare puissant, puisse projeter avant la catastrophe finale les fulgurants rayons de la vérité sur ce monde enténébré.

La Rue Michel.

CHEZ DUFAYEL



Le grand capharnaüm du boulevard Barbès a été récemment mis en liquidation par la volonté de ses administrateurs qui alléguent les lois sociales pour expliquer les difficultés de l'entreprise.

Combine commerciale doublée d'une binaire politique car au bilan du Palais de la Nouveauté on découvre les chiffres suivants :

Déficit au 30 avril 1936 : 14 millions ; Déficit antérieur : 2.500.000 fr.

Or au 30 avril 1936 il n'y avait ni congés payés, ni semaine de quarante heures, ni échelle mobile, ni grèves revendicatives.

Pourquoi accuse-t-on dans ce cas-là les transformations sociales ? surtout que le bilan 1937 (période 1936-1937) se solde par un bénéfice d'environ cinq cent mille francs. Pourquoi certain administrateur a-t-il retiré ses huit millions d'apports ?

Les lois sociales ont bon dos ?

LA VERITE

SUR LA GREVE DU «CHAMPLAIN»



Tout finit par se savoir, à commencer par la vérité. La grande presse a poussé des cris d'orfraie pour cette abominable grève du Champlain qui porta un si terrible coup à l'étranger au prestige de la France, et qui, et que, etc., etc. Mais dans la réalité le coup avait été monté de toutes pièces pour servir de machination politique contre les lois sociales et pour dénoncer la soi-disant dictature des « meneurs syndicalistes » — style Temps.

Dans sa revue Axes l'honorable Gaston Martin dévoile la combine en dénonçant l'attitude de provocation de la Transat et de son gouverneur général, le sieur Olivier. Celui-ci, nous dit-il, a désorganisé ses services au moment où allaient partir les premières cargaisons touristiques. La Compagnie Générale Transatlantique jouait sur le velours : l'Etat, de toutes manières couvrirait le manque à gagner ; et la revendication du petit personnel ne fut que le prétexte à une action d'autorité qui amena le désarmement.

Par cette intransigence sans péril, la Transat se donnait le beau rôle devant une opinion fabriquée de toutes pièces par les excitations haineuses des chiens de presse.

MENSONGES FASCISTES



C'est dans la presse fasciste française que, on le sait, les scribes mussoliniens et hitlériens puisent leurs informations mensongères sur le soi-disant trafic d'armes à la frontière française en faveur de l'Espagne républicaine. Un nommé Cazals se répand dans le Jour en récits horribles sur ce trafic. Mais à la lecture des articles, on s'aperçoit qu'aucun fait vérifiable n'est avancé.

Par contre, pour créer l'atmosphère, on publie des photos suggestives, ou plutôt qui veulent l'être. C'est ainsi que dans le numéro du 23 mai, on voit en première page un cliché représentant une file de camions français « destinés à l'Espagne rouge », brrr...

Or, cette photo, vieille de plusieurs mois, représente en réalité des camions commerciaux se rendant en Espagne pour y quêrer des oranges !

Si les organisations du F. P. avaient, en temps voulu, fermé, comme nous le demandions, la gueule aux chiens fascistes, cette propagande, aussi mensongère qu'impudente, n'aurait pu exercer ses ravages.

NATIONALISATION DE «SYNDICATS»



Jusqu'à ces temps derniers, dans l'hebdomadaire Syndicats, deux thèses s'affrontaient sur le problème de la paix : les uns s'opposant à toute préparation guerrière, les autres (la tendance dominante) prétendant que le danger extérieur impose « de blinder sa porte et la verrouiller solidement », et défendant, par conséquent, la politique de surarmement.

Bref, la direction de Syndicats vient de trancher le débat en insérant dans son numéro de la semaine dernière un superbe placard de publicité pour l'emprunt de la défense nationale.

Si cette attitude n'est pas pour nous plaire, elle a au moins le mérite d'être claire, et dans le confusionnisme actuel, il convenait de le souligner.

LES TUEURS DE LA GUEPEOU



Depuis deux ans, le stakhanovisme s'est développé en U. R. S. S. Les juges du Tribunal militaire sont tous d'ardents stakhanovistes, et le bourreau travaille en série.

Malgré le dévouement de ces fidèles serviteurs du « grand Staline », l'épuration est incomplète. Certaines « vipères lubriques » ont réussi à s'enfuir à l'étranger. Pour abattre ces « agents de la réaction », « ces émissaires de la Gestapo » — que ceux qui désirent un supplément d'épithètes veuillent bien consulter M. Cogniot, de l'Huma — il a fallu organiser des équipes de tueurs. C'est chose faite à présent. Le 4 septembre 1937,

on trouvait, non loin de Lausanne, le cadavre criblé de balles d'un haut fonctionnaire de la Guépéou, Ignace Reiss, qui avait donné sa démission quelques mois plus tôt. Le crime était signé et les assassins furent vite découverts. Mais ils s'étaient réfugiés en France et, grâce à l'appui de l'Ambassade soviétique, ils purent échapper aux autorités suisses.

Le quatrième cahier des Humbles — numéro d'avril — est consacré à cette affaire : Victor Serge relate les faits. M. Wullens expose la technique du crime et A. Rosmer tire la conclusion de cet assassinat.

APRES LA «NATIONALISATION» DE LA BANQUE DE FRANCE



Le Front populaire en fait il ne cesse de se déhonoré. Baloutant leur propre légalité les juges de la Seine ont refusé la restitution à la Banque d'Espagne de l'or (1 milliard 450.000.000 fr.) qu'elle avait mis en dépôt à la Banque de France.

Pendant que les complices de Franco opèrent à la Banque de France, les ministres de Front populaire ne font rien pour empêcher cette affaire de prendre la voie sans issue dans le maquis de la procédure. Le tribunal a remis cette affaire au 8 juin.

Il est à noter que la presse de « gauche » garde sur cette affaire une discrétion... compréhensible !

Monsieur Dubalaf.

Nous ne défilons pas

Nous ne serons pas, dimanche, « au Mur ». L'arrivée du Front populaire au pouvoir a, d'une façon définitive, transformé le traditionnel défilé du Mur en une mascarade patriotique. Le drapeau tricolore des Versaillais flottera à côté du drapeau rouge des Communistes. Cette honte, réalisée par le parti communiste, sera encore plus complète, maintenant que l'Union nationale, prélude de l'Union sacrée, est faite.

La Fédération parisienne de l'Union anarchiste a considéré que sa place n'était pas dans ce défilé de trahison. Le drapeau noir ne flottera jamais dans le cimetière du Père-Lachaise, à côté du drapeau des assassins versaillais.

Nous aurions voulu, en dehors de la mascarade officielle, faire un cortège, qui aurait été sans doute moins important, mais qui aurait été le véritable défilé du souvenir de la Commune. Il aurait été une démonstration contre la capitulation, contre la guerre, contre l'Union sacrée. Malheureusement, il semble qu'il est encore trop tôt pour que toutes les forces anti-guerrières se rassemblent dans une démonstration semblable ; souhaitons ardemment qu'elle se réalise bientôt.

De ce fait nous demandons donc à nos camarades qui se rendraient au cortège, de défilé avec leur organisation syndicale.

Défendre quoi ? Et contre qui ?

Un huissier, la plume à l'oreille et quinze gendarmes, le mousqueton au poing, ont eu raison d'une femme de quatre-vingt-quatre ans et l'ont chassée de la ferme qu'elle habitait depuis cinquante-cinq ans. Cette fois, ce ne fut pas comme pour la ferme des Cornu. Du côté gendarmes, il n'y eut ni mort, ni blessé, et les bonnes âmes qui sont si facilement portées à s'apitoyer sur les dégâts parfois occasionnés aux représentants de l'autorité ne pourront pas nous dire que leurs violences étaient indispensables. Certes, même quand on est gendarme, ce doit être une chose nécessaire de relire le livre d'Alfred de Vigny, afin de se persuader, quand même et malgré tout, de la grandeur militaire ; certes, même quand on est revêtu d'un uniforme qui oblige à obéir aveuglément à l'ordre hiérarchique, ce doit être indispensable de se saouler copieusement pour arracher de son logis une malheureuse octogénaire pleurante, désespérée, suppliante.

Oui, même sous la livrée militaire, pour pouvoir exécuter des ordres infâmes, il faut n'avoir plus la tête à soi... quand on a gardé un cœur d'homme.

Or, les gendarmes en question n'étaient pas saouls. Et c'est en pleine lucidité qu'ils ont opéré et qu'ils ont traîné la mère Blavoet à l'hospice de Bergues dans de telles conditions qu'on ne savait si elle arriverait vivante. Et c'est avec cette parfaite sérénité que confère le respect de la chose jugée que les gendarmes sont ensuite rentrés dans leurs foyers respectifs et que certains d'entre eux ont sans doute embrassé leur vieille mère sans le moindre remords, dans cette suprême inconscience du devoir accompli qui ne leur laissait même pas la faculté d'une pensée vers l'autre vieille que ses deux fils n'avaient pas osé défendre.

Mais laissons là le fait divers dans son écoeuvante réalité et voyons-en la cause. C'est toujours la même, celle qui détermine la plupart des agressions, vols, crimes crapuleux, etc., c'est la propriété. Mais cette fois, comme beaucoup d'autres, c'est le propriétaire officiel avec son complice la Loi qui a commis le forfait et qui a ravi à la malheureuse son indispensable subsistance. En l'espèce, pour la mère Blavoet, cette subsistance, c'était la petite ferme qu'elle avait louée à bail, qu'elle avait améliorée pendant cinquante-cinq ans par son labeur ; tout comme sa famille qui habitait cette même portion de terre, l'avait fait valoir et améliorée pendant un siècle, plus-value et amélioration dont profitait tout propriétaire d'une chose brute en vertu des lois et au détriment de celui qui l'a façonnée.

Mais bien loin de se préoccuper de ces considérations, les exploités de tout travail font chanter par leurs poètes attirés et leurs littérateurs gentilshommes-campagnards cette honteuse exploitation du prolétaire-serf par le seigneur-proprétaire. Sous leur verbiage, par les stro-

phes des poètes de terroir, que ce soit du Pesquidoux de l'Académie Française, du René Bazin ou de l'Henri Bordeaux, cette nécessité de vivre, cette chaîne qui les rive à la maison de leurs maîtres, cela devient « l'attachement à la terre », « l'amour du sol », et tout cela se spiritualise et s'enjolive de considérations patriotiques en contradiction totale avec les faits, puisque cette bonne mère-Patrie ne reconnaît pour ses enfants que ceux qui la paient et tant qu'ils la paient.

Mais cette évidence n'empêche pas le journal l'Ouest-Eclair et tant d'autres de donner libre cours à leur lyrisme national en exaltant le paysan qui saura défendre son sol et protéger la terre qu'il a arrosée de sa sueur, etc.

Défendre, protéger la terre ? Contre qui ? Demandez à la mère Blavoet ; demandez-le au survivant des Cornu.

L'un et l'autre, comme tant de victimes de ces lois qui remontent au premier exploiteur, vous diront que les premiers ennemis qui se présentèrent à eux, ce furent des huissiers et des gendarmes de leur pays. Et la famille Blavoet, puisqu'elle habitait près de Dunkerque depuis un siècle et qu'elle a connu deux invasions, pourrait, par le seul témoignage de ses descendants, établir un parallèle fort suggestif entre ce que furent les invasions qu'elle a subies, celles des Prussiens et la dernière en date, celle des gendarmes français.

La ferme Blavoet avait pu survivre aux premières ; mais contre la dernière, rien à faire. Les Prussiens avaient peut-être emporté les pendules.

Mais ce qu'il y a de certain, c'est que les gendarmes français, après avoir expulsé les habitants, ont cambriolé tout le mobilier.

AURELE PATRONI.

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée

de chapitres nouveaux

En vente au Libertaire : 18 fr.

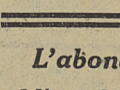
Franco : 19 fr. 50

Maroto en liberté !

Nos lecteurs se souviennent qu'à plusieurs reprises nous avions manifesté notre inquiétude sur le sort de notre vaillant camarade Maroto. Le bruit, heureusement démenti par la suite, avait même couru de son exécution. Une note, que nous lisons dans la « Fragua Social », de Valence, nous apprend que Francisco Maroto a été remis en liberté provisoire.

L'organe de la régionale du Levant souhaite que cette libération soit définitive et que Maroto soit remplacé dans son poste de commandant dans la région d'Andalousie.

Maroto est un des plus dynamiques des militants anarchistes de la vieille garde. Sa libération prend pour nous une signification très importante et nous fait espérer que les dirigeants de la république espagnole mettront fin aux abominables persécutions qui frappent tant des meilleurs militants révolutionnaires de l'Espagne.



MAROTO

L'abondance des matières nous oblige à laisser, cette semaine, plusieurs articles au marbre.

José Viadiu directeur de Solidaridad Obrera

Appelé par nos organisations à d'autres tâches, notre camarade Jacinto TORYHO qui peu après les événements du 19 juillet 1936 avait été chargé de la lourde tâche de diriger Solidaridad Obrera, organe de la Confédération régionale de Catalogne, de la C. N. T. est remplacé dans son poste par le camarade José Viadiu.

José Viadiu est un des meilleurs et des plus anciens militants de la vaillante C. N. T. Il en fut un des meilleurs artisans. Récemment, il nous faisait adresser au Libertaire une remarquable étude historique sur l'origine et le développement de la C. N. T. Nous la publierons d'ailleurs pour l'intérêt de nos lecteurs dans un des prochains numéros.

En même temps que nous adressons notre salut fraternel à TORYHO, avec qui le Libertaire et l'Union anarchiste entretiennent toujours les plus cordiaux rapports, nous tenons à témoigner à José Viadiu, au moment où il prend en charge un labeur éreasant, notre sympathie libertaine et nos meilleurs sentiments fraternels. LA REDACTION.

Dans le prochain numéro :

ORIGINES, NAISSANCE
ET DEVELOPPEMENT
DE LA C. N. T.

par José Viadiu.

Je m'abonne au "Libertaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous envoie le montant, soit francs, à partir du

Signature :

FRANCE	ETRANGER	NOM (2)
52 Nos .. 28 fr.	52 Nos .. 36 fr.	ADRESSE
20 Nos .. 14 fr.	20 Nos .. 18 fr.	VILLE

Chèque postal : Schreck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 68-27

(1) Biffer la mention inutile.
(2) Ecrire lisiblement.

DEPARTEMENT

Quand la bourgeoisie se venge...

LONGTEMPS, je me souviendrai de cette journée du vendredi, triste et froide. Depuis la veille, vers dix heures, une pluie fine et drue, glaciale, n'avait cessé de tomber. J'avais trouvé un refuge au quai de la Rapée. Mais, après la sanglante défaite du pont d'Austerlitz, cette retraite n'était rien moins que sûre. Des figures suspectes rôdaient autour de la maison. Je crus qu'il était prudent de chercher gîte ailleurs, et quelque danger qu'il y eût à sortir, je sortis.

Où aller ? Le canon grondait toujours sur les hauteurs du Père-Lachaise, où la bataille furieuse et sans merci, continuait.

Irtais-je là-haut avec les autres ?

Cette pensée me traversa un instant l'esprit. Mais, comment y parvenir ?

Je marchais devant moi : la mitraille n'avait rien épargné, ni les arbres couronnés des fleurs de mai, Le Grenier d'Abondance (1) n'était plus qu'un grand brasier fumant. Au parapet du canal, deux artilleurs fédérés étaient adossés dans l'attitude du combat : ils avaient été tués chargeant leur pièce.

De loin en loin, je trouvais des figures inquiètes passant comme des ombres. Des femmes, des enfants, des jeunes gens, cherchant leur mari ou leur père qu'ils n'avaient pas vus depuis le lundi. Quelques figures hideuses et surnoises se mêlaient à ces groupes lamentables, — dignes estafiers de la rue de Jérusalem (2), retour de Versailles. On commençait à ramasser les cadavres des combattants que l'on déposait le long des berges de la Seine. C'étaient, pour la plupart des cadavres de vieillards ou de jeunes hommes de dix-huit à vingt ans. La pluie, après les chaleurs torrides des jours précédents, avait rendu les visages de ces morts affreusement terribles et livides. De temps en temps j'étais obligé de franchir de véritables mares de sang.

Sur le quai de l'Arsenal, des soldats rassem-

Une journée de la semaine sanglante

Le texte que nous publions aujourd'hui est tiré d'une revue éditée à Genève en 1874, par des communistes réfugiés. Cette revue, intitulée « La Commune », comptait dans sa rédaction Benoit Malton, Gustave Lefrançois, etc. Elle n'eut d'ailleurs qu'une dizaine de numéros.

Ce texte, dont on appréciera la puissance évocatrice, montre bien la haine de classe de la bourgeoisie, sa férocité froide et

réfléchie. Sa conclusion, qui demeure d'une frappante actualité, nous enseigne l'exemple à suivre : nous inspirer du sens de classe dans la lutte contre un adversaire inexorable qui ne recule, tant qu'il est le plus fort, devant aucune cruauté pour affirmer sa domination et assouvir sa vengeance.

Ces pages, qui demeurent anonymes, semblent être de la plume de Lefrançois. Elles n'ont jamais été, à notre connaissance reproduites depuis.

Le 26 Mai 1871

blaient les armes tombées des mains des fédérés et les chargeaient sur des prolongs d'artillerie. A leurs mines hébétées, on aurait pu croire qu'ils venaient de commettre quelque grand crime dont ils n'avaient pas conscience.

Jusqu'à l'Hôtel de Ville, toujours la même scène tragique et silencieuse.

La rue de Rivoli avait presque fait sa toilette accoutumée. Pas un cadavre, pas de sang ; des boutiquiers devant leur porte, avec le brassard tricolore ; d'autres, bras dessus, bras dessous, avec les défenseurs de l'ordre. Effusion touchante des bons bourgeois et des braves soldats. Des marchands de journaux criaient : *Le Siècle, Le Bien Public, Le Tricolore, Le National, Le Petit Journal, etc., etc.*

J'achetai quelques-uns de ces journaux, et je continuai à marcher.

A la hauteur du Square Saint-Jacques, j'eus un véritable épouvantement. Le square n'était plus qu'un vaste amoncellement de cadavres.

Des bourgeois riaient à gorge déployée d'avoir été délivrés de cette atroce Commune à si bon marché, et ne ménageaient ni les réflexions, ni les épithètes non moins cyniques que conservatrices. Autant que j'en pouvais juger, il y avait un grand nombre de cadavres de femmes et d'enfants.

Tout à coup, un bruit se fit entendre du côté de la rue Saint-Martin. Je me retournai et j'en vis sortir un groupe de cinq personnes, une femme d'environ soixante ans tout en pleurs, deux petits enfants dont l'aîné n'avait pas dix ans et deux soldats.

— C'est une pétroleuse !
— C'est une communarde !
— Elle est bien connue dans le quartier.
— Tout ça est bon à fusiller !
— Au mur, toute cette canaille !

Ce fut un cri unanime qui m'atterra. La foule suivit le groupe qui se dirigea du côté de la caserne Lobau.

Que sont devenus cette femme et ces deux enfants ?

Rue Croix-des-Petits-Champs, un homme en blouse, grave et triste, entre deux soldats, marchait à la mort.

Je le vis fusiller Cour des Fontaines.

Et, au loin, la fusillade et le canon retentissaient toujours.

N'aurions-nous pas eu tort, par hasard, ou, tout au moins, n'aurions-nous pas devancé l'heure !

Je me faisais ces réflexions tout en cherchant un refuge, et piétinant dans la boue sous la pluie. J'avais frappé à plusieurs portes, mais les amis étaient absents ou ne se souciaient guère de me donner l'hospitalité.

Forcé me fut donc de reprendre le chemin du quai de la Rapée.

Rue Coquillière, je trouvai un café ouvert et j'entra.

A une table, non loin de moi, plusieurs personnes du quartier étaient assises et causaient. De quoi ? De la bataille qui n'était pas encore finie, sans doute.

Je jetai les yeux sur le *Siècle*. La satisfaction bourgeoise de l'écrasement de la Commune y éclatait à chaque ligne. Nous sommes enfin déli-

vrés de ce cauchemar ! Et sans approuver les exécutions sommaires, il était facile de voir que les républicains honnêtes et modérés du *Siècle* n'étaient pas fâchés qu'elles fussent aussi nombreuses que possible. N'ayant pas en cela le courage du *Tricolore*, qui demandait que rien ne fût épargné, ni les femmes ni les enfants. Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas.

La conversation s'était peu à peu animée entre mes voisins. Il était bien question de la Commune. L'un d'eux, figure souriante, racontait qu'il venait de rendre un fameux service au gouvernement. Il avait découvert et dénoncé la cachette de deux membres de la Commune.

— Je n'ai jamais vu d'aussi atroces figures de canailles, disait-il en se rengorgeant.

— J'espère bien qu'ils seront fusillés sur-le-champ, disait un petit vieux.

— Avec leurs femmes et leurs enfants, ajoutait un autre.

— Est-ce que ça a des femmes et des enfants ? s'exclama un quatrième avec mépris.

Je suis écoeuré. C'était la dénonciation organisée qui commençait et qui devait durer des semaines et des mois.

Je n'aurais jamais cru à tant de bassesse, à tant de lâcheté, à tant de férocité.

Et les gens que je venais d'entendre étaient des notables du quartier, des opposants de l'Empire, des républicains sans aucun doute, car ils avaient à chaque instant le mot de République à la bouche.

De retour quai de la Rapée, j'étais abîmé dans mes réflexions et navré, au-delà de ce que je puis dire, de tout ce que j'avais vu, lorsque le souvenir de la vieille femme et des petits enfants me revint à l'esprit.

Sans doute, à cette heure, ces trois êtres n'existaient plus. Qu'avaient-ils fait ? Avaient-ils pris part à la bataille ? Evidemment non. Pourquoi alors ces assassinats inutiles ?

Je ne me demandai plus si nous avions eu tort. Tort d'avoir été humains et cléments ? Oui. Mais non d'avoir tenu le drapeau rouge sur Paris pendant deux mois, et de l'avoir conduit à la bataille contre le drapeau tricolore.

D'un côté, le vieux monde, avec son cortège de préjugés, de superstitions, de mensonges, d'iniquités ; de l'autre, le monde nouveau ayant à sa base l'idée de justice. A qui restera la victoire ?

Quant à nous, souvenons-nous des journées de mai. Prenons exemple sur la bourgeoisie, à l'heure de la revanche. Nous n'aurons pas de beaux frais d'imagination à faire, pas de tribunaux exceptionnels, pas de nouvelles lois à créer ; il suffira de l'application pure et simple des lois fabriquées par la bourgeoisie contre le peuple, et ce sera terrible, au-delà de ce que l'on peut désirer, je vous en réponds.

(1) Le Grenier d'Abondance, vastes magasins à céréales, était situé boulevard Boudreau.

(2) C'est dans cette rue que se trouvaient les bâtiments de la Sûreté Générale.



Examen des mains des prisonniers fédérés à Belleville. Tout fédéré, dont les mains semblaient avoir été noircies par la poudre, était immédiatement passé par les armes.



Les prisonniers fédérés conduits à Versailles

(d'après un dessin de Daniel Viegre)

L'INCORPORATION DES MASSES POPULAIRES A L'HISTOIRE

La Commune première révolution consciente

par Federica MONTSENY

Notre camarade Federica Montseny a écrit sur la Commune de Paris une intéressante brochure où elle souligne le parallélisme des idées du mouvement communiste avec les aspirations révolutionnaires des travailleurs espagnols. Nous en avons traduit ici les principaux passages.

« Depuis qu'il y a des hommes sur la terre et depuis que ces hommes eurent conscience d'eux-mêmes, ils s'agitèrent en poursuivant un idéal qui fut éternel, et le fait s'est répété constamment : c'est la poursuite incessante du Bien, de la Liberté, de Justice. »

« Les masses populaires s'incorporent à l'histoire du monde. »

Après avoir évoqué les grands mouvements d'émancipation que furent la révolte des esclaves de Spartacus, les révoltes des serfs au moyen âge et la Révolution française, Federica Montseny en vient à la Commune de Paris.

PARALLELISME DES REVOLUTIONS

« La Révolution française éclate, le pouvoir féodal est détruit, les rois sont décapités. Le pouvoir absolu est arraché des mains de la monarchie et une révolution de caractère politique détruit l'idée de Dieu, qui rendait durable la souveraineté des Rois. »

« Immédiatement, l'on fait la Sainte Alliance de toutes les monarchies contre la Révolution française (la même Sainte Alliance qui se fait aujourd'hui contre l'Espagne et la Révolution espagnole. Tous les pays s'unissent contre la France. »

F. Montseny poursuit sa démonstration : les guerres révolutionnaires, la contre-révolution, l'Empire. Mais la semence révolutionnaire a germé dans toute l'Europe.

Le XIX^e siècle, fécondé par la Révolution française, est un siècle de révoltes populaires, de philosophie, d'investigations scientifiques, de littérature, d'art, de musique et de poésie révolutionnaires.

Révolutions de 1830, de 1848, la figure de Napoléon III, puis naît la génération de la Commune.

« La démocratie est née et dans le monde entier fleurit l'idée de l'Internationale. C'est le premier cri lancé aux peuples et aux hommes. La première fois que l'on dit aux

prolétaires de tous les pays qu'ils doivent s'unir, que pour un ouvrier français, pour un ouvrier italien, pour un ouvrier anglais ou espagnol, il n'y a pas de patrie, que la patrie est la propriété des riches qui en possèdent le territoire et que, pour les pauvres, il n'y a qu'une patrie universelle. »

Notre camarade rappelle les premiers mouvements organisés, les associations ouvrières de résistance au capital... et les répressions.

Puis, c'est après les féroces exécutions de centaines d'ouvriers de la part du général espagnol Zapatero, la première République à tendance socialiste : Pi y Margall, Siro Camara Figueras, Joaristi introduisirent en Espagne les idées de Proudhon, Bakounine et Karl Marx.

35.000 OUVRIERS ASSASSINES

Nous connaissons les origines de la guerre de 1870 et de la Commune. Federica Montseny rappelle aux révolutionnaires espagnols les circonstances de l'entrée des Versaillais, les provocateurs voulant semer la discorde et les paroles que prononça Flourens dans un moment d'amertume :

« Sans confiance, l'on ne peut rien faire. Si nous sommes des traitres, fusillez-nous, mais avant accordez-nous une marge de confiance, sans laquelle on ne peut rien faire. »

« La répression de la Commune fut effroyable. Trente-cinq mille ouvriers furent exécutés. Pour se faire une idée de ce qu'elle fut, je vous dirai qu'à Paris il y avait 80.000 ouvriers métallurgistes avant la Commune. Quand fut rétabli le calme — le calme des tombes — seulement 2.000 revinrent au travail. Le reste avait été fusillé, était en prison, poursuivi ou proscrit. »

« Ni un crime, ni un manque de noblesse, ni un manque de loyauté ne tache le pur prestige de la Commune. »

« Soixante-six ans ont passé de puis la Commune avec ses conseils

communaux et ses associations de producteurs organisés. Soixante-six ans de lutte dont les idées ont germé. Ils n'étaient pas communistes parce qu'ils ne pouvaient pas s'appeler tels. Ils étaient communistes. Ce mouvement fut précisément ce que fut toujours en Espagne le mouvement fédéraliste et libertaire. »

(Lire la suite en 6^e page).



Alphonse de Newville. — Enlèvement des fusillés de la Commune (Nouvel Hôtel-Dieu, 28 mai 1871).

Aux sources de la révolution prolétarienne

(Suite de la première page)

par LASHORTES

D'un seul coup la Commune réalisait l'émancipation du travail en supprimant le régime d'exploitation de l'homme par l'homme, du salarié par le capitaliste et en abattant les cloisons qui séparent et souvent dressent les uns contre les autres, les diverses catégories de travailleurs. En remettant aux mains d'organisations coopératives de producteurs librement constituées, à totalité des moyens de production et d'échange, la Commune résolvait d'un seul coup le problème social.

Dès le 16 avril, elle faisait le recensement des entreprises abandonnées par leurs propriétaires et les remettait immédiatement aux organisations ouvrières. Elle supprimait le travail de nuit dans les boulangeries, interdisait les amendes qui rapaient le salaire de l'ouvrier, contrôlait le placement, organisait le crédit gratuit... Il serait vain d'énumérer toutes les mesures qu'elle prit en faveur des ouvriers. Il n'en est pas une qui ne s'inspire de la pensée la plus ferme et la plus clairvoyante.

Elle ne devait malheureusement qu'ébaucher son magnifique programme. A peine était-elle installée qu'il lui fallut combattre avec des armes inégales le gouvernement de Versailles. Dès le début, elle fut réduite à la défensive, coupée de la province qui ne peut rien tenter pour la soutenir. Très rapidement le sort les armes lui fut contraire. Le 4 mai, l'armée de la répression entra dans Paris et noya dans les flots de sang la révolte des esclaves qui avaient osé rêver de vivre libres.

Bismarck avait libéré d'Allemagne, sur la demande de Thiers, les prisonniers français

qui allaient reprendre Paris à la révolution. En 1918, Foch abandonnait aux vaincus des milliers de mitrailleuses qui allaient écraser le mouvement spartakiste...

L'histoire recommande. Les gouvernements se réconcilient devant la menace révolutionnaire contre l'ennemi commun : le prolétaire qui veut briser ses chaînes. La leçon vaut sans doute encore pour aujourd'hui ou pour demain. Que nos paladins du Front Populaire ne l'oublient pas. Jusque dans ses échecs la Commune de Paris nous apporte un enseignement qu'il faut bien qualifier d'unique, puisque même la révolution russe de 1917 qui pourtant prétendait s'en inspirer tourna le dos à son enseignement dans la mesure où elle substituait la direction du parti à l'action directe du prolétariat.

« La mémoire des martyrs de la Commune vivra, comme en un sanctuaire, dans le cœur de la classe ouvrière » écrivait Karl Marx. Qu'elle vive en effet ! Mais non seulement dans son cœur comme un souvenir d'épopée grandiose et vaine. Qu'elle vive dans sa pensée, comme une substantielle et salutaire leçon. Le meilleur hommage qu'on puisse rendre aux morts, ce n'est pas d'aller pérégriner sur leurs tombes, mais s'inspirant de leur exemple et prolongeant leur action, d'en faire les compagnons lucides de nos luttes d'aujourd'hui.

LISSAGARAY

HISTOIRE

DE LA COMMUNE DE 1871

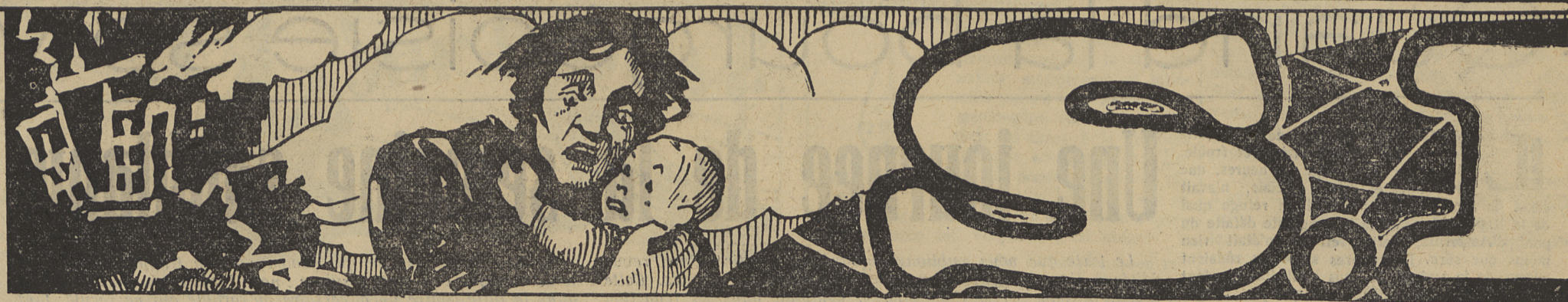
Nouvelle édition précédée
d'une notice sur Lissagaray
par AMÉDÉE DUNOIS

Prix : 36 fr. — Franco : 38 fr. 50

Le roi d'Angleterre vient
en France.

NOUS NOUS EN FOUTONS !

Mais il ne faut pas que
les réfugiés politiques en
soient chassés.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Toutes les libertés sont en péril

Le droit d'asile tout le premier

Réagissons vite... et fort, car, la France se fascisant chaque jour davantage, nous n'aurons bientôt plus la possibilité de protester ouvertement. Le droit de réunion ne tient maintenant qu'à un fil.

Le fascisme larvé est déjà chez nous et la guerre plus menaçante que jamais

La situation est grave, camarades, et vous vous devez d'y faire face pendant qu'il est encore temps, alors que votre action est susceptible d'imprimer aux événements un autre cours, une direction moins tragique.

La S. I. A., en organisant, le 10 juin, au Palais de la Mutualité, une vaste manifestation, vous procure déjà l'occasion de vous affirmer ; ne la ratez pas et, dès maintenant, parlez partout de ce

Grand et retentissant Meeting

ENFIN !

Mais est-ce sérieux ?

Avant nous-mêmes, depuis le début des événements d'Espagne, réclamé le boycottage de l'Espagne fasciste, nous avons enregistré avec une grande satisfaction, l'adoption du rapport, préconisant cette action, présenté par Jouhaux au Conseil général de la Fédération Syndicale Internationale qui vient de se réunir à Oslo.

On verra, en lisant l'extrait suivant dudit rapport, que Jouhaux a situé nettement la question :

Nous n'avons aujourd'hui, a-t-il dit, pas d'autre arme que le boycottage. Nous devons refuser de livrer les marchandises dont les agresseurs ont besoin pour leur agression. Notre action ne doit pas englober seulement les usines, mais les ports, les bateaux et les chemins de fer. Si nous ne faisons rien, le fascisme poursuivra son expansion, et alors certains pays qui pensent maintenant, grâce à leur situation géographique, être en dehors de la menace fasciste, devront un jour envisager une menace réelle.

Le mouvement syndical international doit entamer une action réelle, et aucune centrale nationale ne doit dire qu'elle ne peut participer au boycottage parce que cela n'est pas en harmonie avec le désir de son gouvernement.

Nous sommes entièrement d'accord avec ces déclarations, mais nous pensons qu'elles ne doivent pas rester de belles formules de congrès.

La solidarité due à nos camarades, qui luttent et meurent pour notre cause commune, exige leur application sans délai.

La Fédération des Cheminots ne peut plus désormais se contenter d'écrire périodiquement que d'innombrables tonnes de matériel de toute sorte traversent la France pour se rendre chez Franco. En accord avec la décision de la F.S.I., elle doit engager ses adhérents à participer activement au boycott qui s'impose.

Quant aux dockers et aux marins, ils ont déjà montré, par maints exemples, qu'ils étaient prêts à agir, ainsi d'ailleurs que les travailleurs des usines.

Agissons donc tous de manière que l'Espagne fasciste ne se ravitaillât ni en France ni avec le concours des travailleurs français. Faisons cela de toute urgence. Que la C.G.T. donne des ordres formels à ce sujet.

Et que le matériel de guerre destiné à Franco et saisi par les syndicats, soit dirigé sur le front d'Aragon pour être remis aux nôtres.

Car ce sera de l'action syndicale : une action dont la C.G.T. pourra se montrer fière.

Pour ceux-là tout particulièrement

Près de vingt mille miliciens de toutes tendances, appartenant les uns au parti socialiste et au parti communiste, d'autres à la C.N.T. et à la F.A.I., sont encerclés dans les Pyrénées par de nombreuses forces fascistes.

Dans « Le Peuple » du 21 mai, le camarade Hourquet, secrétaire de l'Union syndicale départementale des Hautes-Pyrénées, dit son admiration pour la farouche et héroïque résistance de ces antifascistes, et il conclut :

Il y a dans les vallées occupées par la 43^e division 20.000 à 22.000 personnes, soldats et civils, coupés du reste de l'Espagne républicaine. Leur mot d'ordre est : Résister jusqu'à la mort ! Ils ne peuvent être ravitaillés que par la France ; notre mot d'ordre, à nous, doit être : « Solidarité à la 43^e division, à l'héroïque division de l'unité et de la liberté ! »

La section française de la S.I.A. répond favorablement à l'appel du camarade Hourquet. Incessamment elle va envoyer en direction des Hautes-Pyrénées un camion chargé de vivres de première qualité qui seront remis aux responsables de la 43^e division.

Lecteurs, faites donc encore plus votre devoir de solidarité.

Je me dresse contre le décret-loi qui vise la situation des étrangers

Mais oui, il est bien entendu que je suis à la disposition de la Solidarité Internationale Antifasciste, et vous n'avez pas pu en douter un seul instant.

Partout où le fascisme se montre et où il est possible pour moi de le combattre, il ne saurait être fait de vain appel à mon concours.

Veillez donc m'inscrire au nombre de mes confrères et camarades qui, déjà, ont répondu favorablement à votre demande.

Avec eux et avec vous, je me dresse contre le décret-loi qui vise la situation des étrangers. J'ai pris sur ce point une position particulière et énergique dans le département des Pyrénées-Orientales, où il est particulièrement important de faire le départ entre les étrangers qui travaillent pour le compte de Franco, en alliance avec les fascistes français, et ceux qui servent la République.

Louis NOGUERES.

La vive protestation des avocats

Les avocats sont, en grande partie, à nos côtés pour combattre le décret-loi scélérat. Si nous pouvions les interroger tous, peu d'entre-eux s'affirmeraient contre notre attitude. Cela est d'excellent augure pour la suite de notre action, et un encouragement à persévérer.

Nous insérons aujourd'hui encore quelques protestations d'avocats dont le concours nous sera précieux, même si, sur certains points, nous nous trouvons en désaccord.

M. Massoulier, du Barreau de Douai, qui a été le défenseur de Cédillo, dont vous vous rappelez la na-

vrante lettre publiée ici il y a quinze jours, réprovoque les procédés de police et nous le dit.

Il ne nous semblait pas que Torrès condamné aussi formellement que nous le décret-loi, et nous le lui avions reproché en toute amitié. Nous nous étions trompé et nous sommes heureux de l'avouer ; de le démontrer par la publication ci-dessous de sa lettre.

Donc, pas de notes discordantes sérieuses entre ceux qui, depuis de longues années, s'opposent à la persécution des réfugiés politiques. Tant mieux pour ces derniers.

Un étranger, sain de corps et d'esprit, est plus précieux qu'un nourrisson au destin incertain

Il me paraît contradictoire de poursuivre une politique de renaturation et, simultanément, une politique de refoulement des étrangers. Un étranger, sain de corps et d'esprit, est plus précieux qu'un nourrisson au destin incertain. Lorsque l'Allemagne annexe l'Autriche, elle annexe des hommes, c'est-à-dire augmente sa population — dont, par ailleurs, elle se plaint à la fois qu'elle est trop dense et dont elle pousse à la multiplication. Lorsque l'Italie annexe l'Éthiopie, elle annexe des hommes. On ne voit pas pourquoi ce qui est clamé avantageux pour l'Allemagne et l'Italie, s'agissant de millions d'individus, serait désastreux pour la France, s'agissant de quelques dizaines de milliers de personnes.

Si la production est totale avec un nombre X d'individus, autant de fois il y aura ce nombre d'individus, autant de fois il y aura de cycles totaux de production. Donc, enrichissement. Du temps de Malthus, on disait : « Il n'y aura pas assez de blé. » Mais de notre temps on le contredit. Donc, il est surabondant. Si un étranger riche est une bénédiction parce qu'il apporte de l'argent, un étranger pauvre en est un tout aussi immédiat parce qu'il apporte du travail. Dire qu'il s'insère dans le travail d'autrui doit réjouir ceux qui veulent augmenter la production. Ainsi tout n'est qu'hypocrisie en ces matières de xénophobie.

Une seule question se pose : l'étranger ne doit pas troubler la politique française, il ne doit pas commettre d'infractions pénales. Ceci n'est qu'affaire de police. Une « bonne » préfecture de police, surveillée par un « bon » ministère de l'Intérieur, y pourvoierait.

Le reste est caquetage réactionnaire, mesquinerie et position anti-française.

Fernand CORCOS.

Une précision de M. Torrès

Mon cher Lecoin,

Je suis à votre disposition pour le meeting du 10 juin.

J'avais un engagement, mais je me libère pour être assuré d'être des vôtres.

Quant à ma protestation, j'ai voulu qu'elle fût précise et d'autant plus pertinente qu'elle serait plus nuancée. J'ai trouvé qu'une semblable attitude est préférable à la banalité des imprécations qui ne signifient rien.

Je pense, d'autre part, et c'est là l'essentiel, qu'il faudrait se prévaloir de ce décret-loi, contre lequel nous nous dressons ; ayant été évidemment pris sous l'inspiration de la xénophobie, il n'en a pas moins été obligé par la force des choses de faire à la légalité des concessions, dont j'ai dit qu'elles étaient apparentes.

Ce que je veux en retenir, c'est que pour donner à l'action son caractère concret et efficace il faut s'efforcer de développer jusqu'au maximum toutes les connaissances, toutes les conséquences d'un commencement d'organisation même précaire, même injuste, même grossier, dans la mesure où il est tout de même substitué à l'arbitraire du bon plaisir.

En d'autres circonstances, mon cher Lecoin, vous vous êtes vous-même trop préoccupé de l'opportunité et de l'efficacité des interventions pour ne pas avoir compris le sens de la mienne et pour ne pas avoir pressenti, d'autre part, que je n'entendais pas en rester là.

A vous bien fidèlement.

Henry TORRES.

Il est joli, le statut des étrangers offert par le Front Populaire

Le décret du 2 mai supprime tout simplement le droit d'asile. Il est joli, le statut des étrangers offert par le Front Populaire à nos camarades réfugiés politiques.

Des peines terribles d'un mois à trois ans de prison, des peines qui sont des tarifs, car le décret interdit aux tribunaux de faire usage de la loi de sursis et des circonstances atténuantes, fait unique dans le Code pénal, qui n'est pourtant pas précisément tendre pour les irréguliers. Dès leur sortie de prison, les condamnés pour infraction à l'arrêté d'expulsion seront conduits à la frontière, livrés à la misère, au désespoir, souvent à leurs bourreaux fascistes. Et leurs amis, leurs camarades, seront condamnés comme eux pour avoir rempli à leur égard leur devoir de solidarité, les avoir nourris, logés, chauffés, leur avoir procuré du travail ou des habits, des soins ou de l'argent. Ils seront condamnés à une peine d'un mois à un an de prison et à une amende de 100 à 1.000 francs pour avoir apporté une aide directe ou indirecte à des étrangers se trouvant dans une situation irrégulière.

Le décret du 2 mai s'est affublé d'un vernis démocratique en prévoyant que les expulsés pourraient, dans la huitaine, être entendus par un délégué du préfet. Mais ceci n'est qu'une faveur, qui pourra être refusée au « nom de l'ordre public et de la sécurité nationale ». Il est aisé d'imaginer que les révolutionnaires se verront opposer ces exceptions par tous les gouvernements.

Quant aux sans-patrie, on leur accorde la résidence forcée, qui ressemble comme une sœur à l'interdiction de séjour. On les relègue comme des lépreux. Ça leur apprendra !

Sans argent, sans travail, sans papiers, la prison en perspective, errant comme des maudits, d'un pays hostile à l'autre, tel est le sort tragique de nos malheureux camarades.

Tous les êtres libres ne sont tout de même pas avachés par la pratique et les pratiques du Front Populaire. Il faut qu'ils usent leurs voix fraternelles au nom de l'humanité et obtiennent l'abrogation du décret du 2 mai 1938, qui a supprimé le droit d'asile au nom de la défense nationale.

Suzanne LEVY.

Le décret-loi met l'étranger à la discretion de l'autorité policière

Le nouveau décret du 2 mai 1938 sur la police des étrangers porte une grave atteinte au droit d'asile, qui était conforme à nos plus saines traditions libérales et, par ailleurs, il met l'étranger résidant sur notre territoire à la discrétion de l'autorité policière.

S'il est bon que le gouvernement débarrasse le sol français des étrangers vraiment indésirables qui, abusant du droit d'asile qui leur avait été accordé, viennent organiser chez nous des attentats, il n'en reste pas moins certain que l'immense majorité des étrangers qui demandent l'hospitalité ne songent qu'à vivre en paix du produit de leur travail.

L'article 10 du décret récent place l'étranger à la discrétion totale de la police. Le plus souvent, il lui sera fait défense de repaître sur notre territoire sans qu'il sache exactement pourquoi, tant il est vrai que les notes de police le concernant lui resteront inconnues. Sans doute, une procédure est censée à sa disposition pour lui permettre de présenter ses moyens de défense ; malheureusement,

CONSEIL JURIDIQUE DE LA S. I. A.

Nous avons toujours pensé que notre S.I.A., devenant une organisation puissante, bien assise, devait répondre aux besoins de la vie, à toutes les nécessités de la lutte. Il y a longtemps, par exemple, que nous avions l'intention de demander à des avocats, sympathiques à notre action, de nous prêter leur précieux concours.

La mise au monde du décret-loi, qui abolit le droit d'asile et jette dans les cachots les réfugiés politiques, nous a mis dans la nécessité de ne pas attendre plus longtemps et c'est avec plaisir que nous publions ci-dessous le nom des Maîtres du Barreau parisiens qui composeront ce que l'on peut appeler le Conseil juridique de la S.I.A.

Vincent MORO-GIAFFERRI
Henry TORRES
Betty BRUNSCHVICG
Edouard DEPREUX
Ernest LAFONT
André KLOTZ
Alexis ZOUSMANN

Maurice PAZ
Louis NOGUERES
Suzanne LEVY
Gérard ROSENTHAL
Marcel FOURRIER
André WEIL-CURIEL
Pierre STIBBE.

Ces avocats, qui sont acquis à la cause de la S.I.A. et nous sont tout dévoués, conseilleront notre groupement en maintes occasions, et défendront devant les tribunaux les victimes de la répression que nous leur signalerons.

EN ALGÉRIE

Tournée triomphale

S. I. A. partout acclamée

La tournée qu'accomplit actuellement notre camarade Huart en Algérie ne s'annonce pas comme un succès... c'est un véritable triomphe.

Pendant ce sont des salles archicomblées d'un public tout particulièrement attentif et compréhensif qui vibrent et commencent à l'unisson avec l'orateur devant ses exposés si clairs, si nets, si lumineux. Les applaudissements nourris et chaleureux qui ponctuent chaque partie des discours en témoignent amplement.

Et ce succès incontestable prend d'autant plus de valeur du fait de l'action néfaste dirigée contre S.I.A. par tout ce que Alger compte de fascistes en puissance.

Boycottage des salles ; sabotage des appareils ; laceration systématique de nos affiches ; organisation par des groupements, subitement sortis d'une longue torpeur, de réunions concurrentes à la même heure que les nôtres ; mise à l'index de nos conférences ordonnées par les minuscules manitous du grand parti ; insultes gratuites contre la S.I.A. et ses responsables déversées bilieusement par le Secours qui se dit populaire ; calomnies sournoisement lancées par certaines vipères staliniennes et colportées bêtement par les moutons mués en ânes. Tout est mis en œuvre pour briser l'élan formidable de notre S.I.A. en Algérie en même temps que faire échouer notre triomphale tournée.

Perte d'énergie bien inutile de la part de ceux qui se disent antifascistes, ont cru d'abord de se placer eux-mêmes parmi les adversaires de notre mouvement.

Mais quel réconfort de voir s'extérioriser en notre faveur les sentiments de sympathie agissante de nombreuses sections locales socialistes qui

ment, celle-ci ne lui assure aucune garantie sérieuse, et il se verra purement et simplement expulsé si tel est le bon plaisir de la police.

Si, frappé par une mesure injuste, il persiste à résider sur notre territoire et que, pour ce faire, il dissimule son identité, alors les sanctions qui lui seront appliquées seront impitoyables.

Les juges correctionnels, devant lesquels le comparaitra, n'auront pas la possibilité de le juger, ils n'auront que celle de le condamner à trois années d'emprisonnement.

Il n'est donc pas exagéré de dire que le décret du 2 mai 1938 place exclusivement l'étranger sous la seule autorité de la police.

Il importe donc qu'au plus tôt ce décret soit abrogé et que lui soit substitué un statut légal des étrangers.

Votre camarade Cefallo, que je vois souvent dans sa prison, sait que la S.I.A. s'occupe de lui. Il a repris confiance car il pense que vous obtiendrez qu'il soit sursis à son expulsion.

JEAN MASSOULIER.

nous apportent un appui total, loyal et désintéressé.

Journellement et infatigablement, malgré la longueur des déplacements qui, répétés, deviennent excessivement épuisants, Huart porte la bonne parole dans les communes de la grande banlieue algéroise, et partout avec le même succès. A Alger, sept réunions, dont six remarquablement réussies, n'ont pas encore suffi à absorber tout le public sympathisant.

Les collectes faites à l'issue de chaque réunion en faveur des orphelins espagnols ont produit respectivement : Alger-Cervantes, 250 fr. ; Alger-Minor, 223,60 ; Alger-Rio, 60,75 ; Alger-Orphéon, 157,80 ; Blida, 200 fr. ; Marengo 420 fr. ; Rouba, 58,05 ; Cherengo 197 fr. ; Maison-Carrée, 123,25 ; Kolea, 241,85, soit au total à ce jour : 1.941 fr. 30.

Le début de cette tournée de propagande est de bon augure pour la suite et le résultat final. S.I.A. en sortira encore grandement fortifiée et plus puissante, ralliant à elle et à son action toutes les bonnes volontés véritablement antifascistes d'Algérie.

La tournée de conférences-filmées de l'ami Huart se poursuivra jusqu'au 20 juin. A cette date elle aura rayonné dans les trois départements à la cadence d'une et parfois deux conférences par jour.

FEHRENBACHER,
Secrétaire de la section centrale
Nord-Africaine de la S. I. A.

Réunions et Permanences de la S. I. A.

XI^e arr. — Assemblée générale vendredi 27 mai à 20 h. 30, salle de la Petite Choie, 3, rue St-Bernard. Nous rappelons aussi que la permanence se tient au même endroit tous les samedis de 9 h. à midi.

XII^e arr. — Camarades, tous présents à l'assemblée générale de la section, vendredi 27 mai, 20 h. 30, chez Durand, 51, rue des Amandiers.

CHAMPIGNY. — Nous lançons un sérieux appel à tous les antifascistes de la localité les invitant à assister vendredi 27 mai à 20 h. 30, à notre réunion qui se tiendra à la Maison Commune.

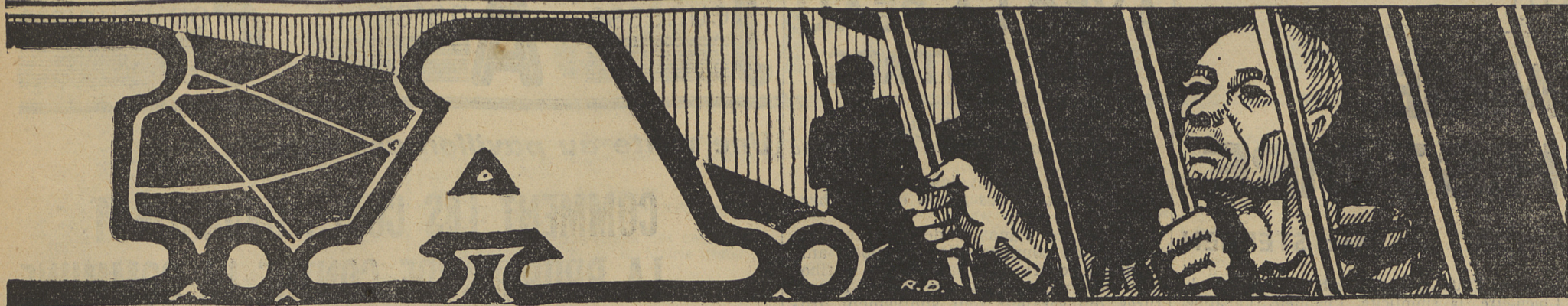
CHARENTON. — Nous rappelons à tous la fête artistique du 28 mai, à 20 h. 30, 37, rue des Camélias, à Alfortville.

COLOMBES. — La section organise, pour le 31 mai à 20 h. 30 au cinéma Columbia, rue de l'Orme, une soirée cinématographique au bénéfice de l'Espagne ouvrière. La section compte sur les antifascistes du coin pour assurer un plein succès à cette soirée de propagande. Les camarades trouveront des cartes d'entrée à la permanence de la S. I. A., café René, 3, rue de Nanterre.

ERMENT. — Grande soirée artistique, au profit de l'Espagne antifasciste, samedi 28 mai, à 20 h. 30, salle Montmartre, 1, rue de Poitou. Invitation pressante et cordiale aux camarades de la région. Prix des places : 4 francs par personne, 2 fr. pour les chômeurs et les enfants au-dessous de 10 ans.

GARCHES. — Nous informons tous les adhérents que notre réunion de section a lieu à l'Hôtel des Tilleuls, vendredi 27 mai, à 21 heures.

TERRENOIRE. — Notre section de S.I.A. et notre secrétaire, le camarade Raffard, sont attaqués sans cesse par les nazis. Nous n'avons pas le don de plaie aux bolchevistes parce que nous sommes déjà très nombreux. Malgré toutes leurs calomnies nous enregistrons continuellement des adhésions nouvelles, leur mauvaise besogne leur faisant perdre bien des sympathies.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaría : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Mas sobre el decreto de extranjeros

La sección francesa de Solidaridad Internacional Antifascista faltaría a su deber, a la razón de su fundación y de su existencia, si no se ocupara activamente de la situación creada a los camaradas extranjeros refugiados en este país, por el Decreto de un ministro reaccionario.

Ya dijimos en el pasado número que se han emprendido las gestiones necesarias para empezar una campaña tendiente a impedir la aplicación del decreto primero, y a anularlo después. La lectura de lo escrito por ilustres abogados en la página francesa de la S.I.A., ha podido dar a nuestros lectores la seguridad de que no hablamos en balde.

Se están movilizandose personalidades y entidades. Se está consultando otras. No sabemos hasta qué punto el pedido de apoyo que formulamos encontrará eco. Desgraciadamente, la situación política internacional determina a muchas entidades normalmente liberales e izquierdistas a apoyar al gobierno y a no hacer frente a ciertas medidas, aunque en el fondo las desaprueben.

Por esto harán bien las secciones de la S.I.A. en trabajar localmente por su cuenta para promover un movimiento de protesta contra el Decreto que entrega a sus perseguidores a tantos extranjeros. Actos de propaganda, carteles, comunicados de prensa, todo debe ser empleado.

En los momentos actuales, esta campaña debe ser llevada a cabo por personas preferentemente francesas, pero debemos prestarle todo nuestro apoyo, solicitar su concurso, ayudar a sufragar los gastos. Las secciones locales tienen ya bastantes relaciones para que se realice esta labor.

Haga cada individuo, cada sección, cada Federación lo que pueda. Pero no permanezca inactiva. Sin aumentar las dificultades, con el tino necesario, movilicen todos sus recursos. La partida que se juega es bastante importante para que despleguemos nuestras energías.

Pensemos que no se trata solamente de nosotros, que el Decreto se ha hecho también en previsión de que mañana, empujados por la ofensiva franquista, muchos antifascistas españoles podrían verse obligados a pasar la frontera y buscar amparo en esta tierra.

Todo va ligado. Por esto, no debe perderse ni la serenidad, ni la energía, ni el tiempo. Es preciso acompañar a la S.I.A., en sus esfuerzos, en su campaña, en sus desvelos. Ella puede mucho a condición que que la apoyéis. Sus militantes obtendrán resultados, si están apoyados por un movimiento de base, por una presión pública visible.

Y vosotros, camaradas españoles, debéis ser también, en la medida que las circunstancias lo permitan, pero NO MENOS DE LO POSIBLE, los artesanos de este combate.

En nombre de la Internacional

¿Quién iba a creer que los trabajadores franceses de la fábrica Compagnie Lafarge, situada en Valeyronne (Bouches-du-Rhône), se comportarían en la forma despiadada que acaban de mostrar para con los obreros extranjeros? Cuesta creer que para hacer el juego del patrón, hayan decidido arrojar a la calle a sesenta y siete padres de familia, que trabajan en esa fábrica desde hace muchos años.

Y sin embargo, no hay más remedio que creerlo. Aquí estamos los hechos para convencer a los que no quisieran.

Estos trabajadores franceses hicieron una lista que firmaron todos, en la cual pedían la cesantía de los extranjeros. Dicha lista fue enviada por el Sindicato que de este modo se sumaba al pedido de despido, y presentada al patrón. Y el día dos de Mayo, surtió su efecto.

Con el apoyo de un buen número de policías, la compañía arrojó a la calle a los sesenta y siete trabajadores extranjeros de la fábrica en la cual todos dejaron, desde hace muchos años, la savia de su juventud.

Estos camaradas la mayor parte españoles, se habían hecho antipáticos al patrón, y también a los obreros franceses de la región, porque pertenecían al Comité Español de Acción Antifascista y especialmente a la S.I.A.

Como no existe subsidio en este departamento para los obreros en paro forzoso, los despedidos están condenados a morir de inanición. Y no tendrán otro consuelo que recordar cómo, puño en alto, ayudaron en otras épocas, a los trabajadores franceses a ganar huelgas.

La recompensa que les da el patrón, es que ahora uno debe hacer el trabajo que antes hacían cinco. Pero han obedecido a la política que divide a los trabajadores en lugar de unirlos.

Cuando el momento está en unírlos todos, en estrechar los codos para hacer frente al fascismo, como lo hacemos en la S.I.A., esos trabajadores, que creen ser antifascistas, siembran así la división en las filas obreras.

Esperamos que ellos y sobre todo el Sindicato se darán cuenta de la mala jugada que no es censurable pertenecer a la S.I.A., que debemos todos unirnos para combatir al enemigo que tenemos enfrente, y que lo que han hecho ha de ir en contra ellos después de haber ido contra nosotros.

Ahora más que nunca ¡Viva la solidaridad de los trabajadores!

Comité Antifascista de La Bouilladisse.

La Solidaridad Internacional para España

El Comité Ejecutivo de la Federación inglesa de mineros acaba de lanzar la iniciativa de organizar una suscripción para ayudar a la España antifascista. Esta suscripción deberá reunir la cantidad de 82.500 libras esterlinas, equivalentes a 65.000.000 francos aproximadamente según el cambio actual.

Con este dinero se comprará carbón y alimentos para ayudar a los combatientes y a la población de retaguardia.

Aunque estos gestos, siempre crecienten en la población obrera inglesa, vengán tarde, son bienvenidos, y no hacen sino confirmar nuestra opinión de que, moralmente, nuestra causa va ganando terreno en la opinión mundial. Desgraciadamente, lo vamos, al mismo tiempo, perdiendo materialmente.

Pero vemos también la confirmación de nuestro pensamiento de que se ha decido demasiado, por diferencias ideológicas, políticas, tácticas, a poderosos sectores que, a pesar de no estar de acuerdo con las más grandes fuerzas antifascistas de España, son, sin embargo, sinceramente antifascistas, y habrían olvidado sus diferencias para ayudarnos, con tal de que hubiéramos sabido dar el primer paso.

Los sindicatos ingleses se deciden a enviarnos carbón. Hace tiempo que debía habérseles pedido que lo hicieran. Porque hace tiempo que Cataluña y casi toda la región oriental de España, privada del carbón de Asturias, sufren por falta de combustibles. Y esta carencia significa la paralización de bastantes fábricas, de los ferrocarriles, de otras fuerzas o elementos de producción. Sin contar la repercusión que esto tiene en los hogares obreros, a menudo privados de gas y de lo necesario para hacer cocer sus alimentos.

Creemos, por nuestra parte, que habría sido posible establecer, desde hace tiempo, relaciones, cordiales y de resultados materiales efectivos con las grandes trade-unions inglesas. No se ha hecho. Se confiaba con demasiada ceguera en una victoria fácil, porque se despreció demasiado al que no pensaba como nosotros, porque la imprevisión de las dificultades por parte de los que opinan en una

forma demasiadas veces predominante sobre estas cuestiones, paralizó o impidió las iniciativas.

¿Que las trade-unions inglesas son reformistas? Es cierto. Pero no estamos en condiciones de poder elegir a nuestros aliados. Ni estábamos hace un año, hace año y medio, a pesar del entusiasmo pueril de los superficiales. La lucha es demasiado intensa, era demasiado grave, privados como estábamos de las riquezas más importantes, o no pudiéndolas utilizar, para que seleccionáramos desdenosamente a los amigos. Y cuando este apoyo podía conseguirse sin condiciones, sin concesiones, sin peligro de ser desbordados, era más que sorprendente ver que no se solicitaba.

Insistimos en que nuestra situación ha sido siempre demasiado seria. Pero lo es más aun ahora. Y porque lo es, entendemos que no debe haber cuestiones de capillas entre nosotros, ni que debemos inmiscuirnos en las que existen en los otros países. ¿Que tal bando está a muerte con tal otro bando? ¿Que tenemos que ver con esto? Lo único que nos interesa, sin pretender dar lecciones de moral a nadie — porque tampoco nosotros podemos tirar la primera piedra — es que, a pesar de sus divisiones, estos bandos estén dispuestos a ayudarnos, que no pidan más que hacerlo, y que dependa de la forma nuestra de pedirselo, de nuestro tacto, de la sencillez de nuestros modos para conseguirlo.

No debemos dar lecciones a nadie sobre lo que debería hacer en su país, en su partido, en su sector. Esto son cuestiones internas que sólo a los interesados competen. Hay algo más urgente, más necesario que ponernos a dar a los demás enseñanzas que no aceptan, y con cierta razón; es movilizarlos para nuestra causa, es reunirlos en torno a la defensa de España martirizada, es utilizar su apoyo que muchas veces se desesperan de no poderlos dar.

Si así se hubiera obrado internacionalmente, hace tiempo sin duda que la Federación de mineros ingleses se habría preocupado por mandarnos carbón, y que otras fuerzas poderosas nos habrían aportado un concurso cuya necesidad se advierte y pide casi siempre cuando es tarde.

REALISMO INGLÉS

Se ha puesto de moda la palabra «realismo». En realidad, ella es vieja. Tan vieja como la cuquería humana, que data de bastantes siglos, a juzgar por lo que sabemos de los antecesores nuestros.

Todo renunciamento a una posición ética, moral, que mira los intereses del bien, para satisfacer un egoísmo, se ha siempre justificado en nombre del realismo. El joven que lucha por un ideal se sacrifica — si sacrificio puede llamarse el goce de hacer el bien y la fruición de ver en los demás resplandecer la alegría que causamos —, y lucha. Llegó un momento en el que se cansa. Otras necesidades, más pedestres, lo llaman. Quiere ahora vestir mejor, saborear buena comida, conocer otras satisfacciones materiales, pasear por los lugares elegantes su silueta apuesta. Abandona el idealismo por el materialismo grosero. Se convierte en explotador de sus semejantes. Si le pedis en nombre de qué ha obrado así, os contestará — y siempre han contestado sus semejantes —, que se ha vuelto realista.

En la política, ha ocurrido siempre lo propio. Todo traidor a la fe jurada, a las ideas nobles invoca el realismo. Y en cuanto a la política internacional, la misma palabra encubre las mismas traiciones. En nombre del realismo, los diplomáticos de todas las edades han jugado eternamente con varias cartas, los generales han exterminado poblaciones indefensas y arrasado ciudades, los tratados han sido violados, la neutralidad de los países atropellada. Es también con este pretexto que las tropas alemanas invadieron Bélgica en 1914, y que el canciller del imperio de Guillermo II habló de papeles mojados...

Pues, el «realismo» ha sentado sus reales en el gobierno inglés actual, después de haberlos sentado en otros muchos anteriores. Esto quiere decir que los principios del derecho han sido violados un poco más ahora que cuando no se hablaba tanto de esta obra práctica. Quiere decir que se hace un poco más que antes caso omiso de los principios morales, que se sacrifica más a los inocentes, que los débiles son aplastados en mayor grado por los fuertes.

Pero el caso es que el realismo inglés va pareciendo tener poco éxito. Es efectivo cuando obra contra personas o colectividades menos «prácticas», es decir más escrupulosas y para las cuales los principios morales no son letra muerta. Pero cuando se obra contra otros «realistas» que desconocen conscientemente todo lo que es honor, es un poco más difícil lograr lo que se persigue.

Inglaterra ha creído hábil atraer al duce y neutralizarlo en la lucha que prepara contra Alemania. Para esto, le deja las manos libres en España, le deja dar curso a su afán de exhibición, de riquezas y de sangre inocente. Le parecía que, en cambio, el amo de Italia la dejaría maniobrar en Europa central y abandonarla a su compadre de Berlín.

Para hete aquí que de repente, Mussolini pronuncia en Génova un discurso-bomba. Nuncia el eje Berlín-Roma ha sido tan fuerte. Hitler puede hacer lo que le da la gana con Checo-Eslovaquia, esto le deja sin cuidado...

Claro que detrás de este dejar hacer, hay concesiones alemanas. Concesiones que deben referirse a España, aunque no es seguro que sean aplicables. Pero Inglaterra ha retrocedido en balde. Sus financieros han prestado al duce, con el

aval del gobierno, unos millones de libras esterlinas que no han de salvar la situación económica de Italia, pero que de todos modos son un alivio.

Inglaterra creía haber atrapado a Mussolini. Pero éste no tiene pelo de tonto. Es aun más realista que ella. Juega con ella. Hace de balancín. Va de un lado a otro: hoy con Hitler, mañana con Albión. Sabe que si se inclina con el primero, es una amenaza seria para el bloque franco-inglés; sabe que si le abandona, determina la derrota segura de Alemania. Y se sirve de uno y de otros. Ejerce el chantaje. Se ha convertido en el eje de la política europea.

Para abandonar lo que tiene en España, será preciso que se le hagan más concesiones. Que se le preste más dinero que probablemente no devolverá, que se le den más colonias. Ya ha conseguido este «tour de force» que la nación más enemiga suya a propósito de la cuestión abisina haya pedido, en la Sociedad de las Naciones el reconocimiento de la conquista. Y después, le ha servido el discurso de Génova. Es una obra maestra de maquiavelismo.

El realismo inglés parece en peligro. Y no puede asegurar nadie, en este juego sucio de la política internacional, que es el más fuerte.

Mussolini sabe la fuerza de las posiciones conquistadas en el Mediterráneo. Y no las soltará. Las utilizará para hacer un largo chantaje, y tener a Inglaterra en un puño. Claro que puede acabar por perder la partida, pero habrá de ser después de hacer pasar a los otros por unos trances y unos peligros que los «realistas» a estilo Chamberlain no suponian.

El zorro es demasiado fino para comerse entera la vaca. Prefiere robar mejores presas. Desgraciadamente, su primera víctima es la población y la nación españolas.

Dr Pablo TENAZ.

FESTIVALES

COMITE REGIONAL ANTIFASCISTA DEL SEÑA

El sábado 28 de Mayo tendrá lugar, en la Sala Susset, 206, quai Valmy (metro: Jean-Jaures), una velada en la cual se proyectará por primera vez en París la película Barrios Bajos.

Es sonora, hablada en español, y realizada por el Sindicato Unico de Espectáculos Públicos de Barcelona. Seguirán cantos y bailes por renombrados artistas franceses y españoles.

Después, el grupo artístico «Cultura Popular» pondrá en escena el gracioso juguete cómico El Contrabando.

Por fin, a las 12.30 empezará el baile que será amenizado por una orquesta selecta.

La representación siendo privada, es preciso procurarse las entradas antes, en el Comité Regional, 33, rue de la Grange-aux-Belles, o en el local de la S.I.A., 26, rue de Crussol.

AUBERVILLIERS

LES AMIS DE L'ESPAGNE ANTIFASCISTE

El martes, a las 20.30, en la sala Kúsaal, 111, avenue de la République, tendrá lugar una sesión de cinematografía, en la cual se proyectará la película Aurora de Esperanza, seguida de Barrios Bajos.

Esta sesión siendo privada, las tarjetas deben ser pedidas en el Café Kursaal, 16, rue du Vivier, en el Café situado, 172, rue Retaun, y en casa de López, 17, rue Jules-Verne, en Drancy.

EL CASO MAROTO

Llegó de Barcelona la noticia de que Maroto había sido muy probablemente fusilado. Como sabíamos que estaba encarcelado, y que cierto sector político, que tiene mucha influencia en la España central, tenía interés en hacerlo desaparecer, lanzamos el grito de alarma. No nos parecía que debíamos esperar a que se le matara para protestar contra los que amenazaban su vida.

Conste que nunca hemos afirmado que la ejecución había tenido lugar. Dijimos que, según las noticias llegadas, debía haber sucedido.

Posteriormente se desmintió el fusilamiento. Nos alegramos de que las cosas sean así. Pero queremos señalar que el caso Maroto no ha terminado. En un editorial publicado por CASTILLA LIBRE, el 13 de este mes, se anuncia que nuestro compañero acaba de ser puesto en libertad PROVISIONAL. Porque «un fiscal ha reconocido que debían realizarse nuevas informaciones».

No sabemos qué clase de informaciones se realizarán, pero esperamos que se terminará por fin de una vez con la situación creada a este luchador de la causa antifascista, que hace mucho más falta en el frente que en la cárcel.

El caso es que no se vuelva a empezar con una sentencia condenatoria. Por si fuera necesario, estamos ojo avizor. Y nada malo habrá de dictarse contra Maroto sin que, pese a quien pese, removamos cielo y tierra para salvarlo.

NO ENTIENDO

Dos señores, dos dramaturgos, se han querellado por no sé qué cosas. ¡Oh! no se trata, seguramente, de algo importante. Uno se ha negado a representar una obra del otro en el plazo estipulado, el otro se ha molestado. Y aquí empieza lo censurable.

Que estos señores anden a la greña, allá ellos. Pero que la prensa se ocupe de su disputa, que llene columnas enteras de lo que uno escribe, de lo que le contesta el otro, y de la réplica a la contestación, y de la contraréplica a la réplica, hasta que las cosas vayan subiendo de tono, y que esos señores se digan en primera plana lo que debería decirse en un rincón y sin testigos, aunque fuera por vergüenza, es lo que no entiendo.

Da rabia ver que se gaste tanto papel en esto, y para relatar el duelo — vulgar comedia — y que se publique no sé cuántas fotografías de las fases del combate en el que los dos señores se hacen contemplar por centenares de personas, cuando se dedica tan

poca atención a otras cosas mucho más serias.

Por el desacuerdo entre esos dos señores y la pinchadura que uno hizo al otro en el brazo, casi media página. Y por la guerra de España, diez centímetros de columna.

Allí sin embargo, la cosa es bastante más seria. Allí se luchó de veras, allí caen diariamente centenares de hombres, allí una población entera muere de hambre, allí se conoce el horror de los bombardeos aéreos, allí se está luchando por la libertad, por el porvenir del mundo, por el de Europa, por el de la misma Francia.

Todo esto, que es gigantesco, parece sin embargo tener muy poca importancia. La prensa da más valor a la querrela vulgar de dos señores. Uno se pregunta si este mundo ha perdido la cabeza, y piensa que si mañana se perdiera aquí la libertad, se tendría su merecido.

Un miembro de la S. I. A.

La vie de l'Union Anarchiste

C.I. DE LA FEDERATION
SAMEDI 4 JUIN, A 15 H. 30
AU "LIBERTAIRE"

Commission administrative. Réunion lundi 30 mai, à 21 heures, au siège du LIBERTAIRE.

Les camarades désireux de militer à l'Union Anarchiste et à la J. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10^e, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

REGION PARISIENNE

III^e et IV^e, V^e et VI^e, IX^e et X^e arr., XI^e et XII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e et Boulogne-Billancourt, XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Antony, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Argenteuil, Bagnolet, Blanc-Mesnil, Bondy, Champigny, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Courneuve, Les Lilas, Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, L'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Ville-neuve-le-Roi, Palaiseau, Pontoise, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-Ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montreuil, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Chatillon, Vitry.

PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Anancy, Brest, Carcassonne, Chambéry, Couëron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Claude, Saint-Pons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Inter-local de la Thérache.

Toulouse, Alger, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Craponne, Maugué, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand-Combe, Reims, Sidi-Beï-Abbes, Nîmes.

Thonon-les-Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Fréoncles, Chaudmont, Toulon, Saint-Gilles.

GROUPES J. A. C.

REGION PARISIENNE

I^{er} et II^e, III^e et IV^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XV^e, XVI^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Bagnolet, Bcligny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

PARIS-BANLIEUE

ERMONT

C'est le dimanche 29 mai (et non le 28) qu'aura lieu la balade sylvestre organisée avec le concours du Groupe Floreal dans la forêt de Montmorency.

Prendre le train à Paris-Nord et descendre à Saint-Leu-la-Foret (trains toutes les heures depuis 8 h. du matin).

Rendez-vous près de l'Etang Neuf, à droite de la route de Chauvry ; emporter repas sans alcool.

En cas de mauvais temps, les camarades se retrouveront au café de la Mairie (près Mairie de Saint-Leu).

GENTILLY

Jeu de l'Union, devant 300 personnes, les catholiques donnaient dans leur salle une conférence sur : « Pourquoi je ne suis pas communiste ». Le R. P. Chéry, qui traitait le sujet, exposa pourquoi il refusait « la main tendue » des communistes. Il dressa un réquisitoire sévère contre le communisme stalinien, en usant de citations de Chéris et d'A. Gide, condamnant l'esprit sectaire et autoritaire des chefs rouges, qui, toujours, conjuguent la liberté au futur pour leurs fidèles et ne permettent pas aux nouveaux hérétiques (les adores de la veille) de soutenir une autre idée que celle des maîtres du jour. Il stigmatisa le procès de Moscou, suite l'ontologie absolue, mit en parallèle la vie de l'ouvrier russe écrasé par la bureaucratie étatique, gardé militairement pendant son travail avec la vie de l'ouvrier français et le tableau pathétique où « trois générations entourent une faible ou une soupe fumante invite à l'appétit sous la lueur de la lampe » à abat-jour « est vraiment bien brossé, mais n'a qu'un lointain rapport avec un foyer de chômeurs ou de vieux prolétaires usés par l'exploitation capitaliste. Sa conclusion fut celle-ci : condamnons le communisme comme doctrine car au-dessus de Lénine, il y a Jésus-Christ et c'est en lui que nous devons puiser la foi nécessaire pour être heureux sur terre en attendant le paradis céleste.

Un camarade du groupe de Gentilly vint apporter le point de vue anarchiste sur le sujet. Il montra que l'Eglise est indispensable aux gouvernements autoritaires (foi-il stalinien) pour prêcher la résignation aux exploités. Il mit en parallèle les procès de Moscou et l'Inquisition et les guerres de religion et de son petit-fils par les stalinien, cita le chancelier chrétien Dollfus assassinant les ouvriers viennois en lutte pour leur libération, lut une circulaire des syndicats chrétiens enjoignant à leurs affiliés de saboter les grèves revendicatives et de la lutte de l'Évangile qui « tout en souhaitant le triomphe de Franco n'ont que paroles de pardon et d'amour pour les fils du camp adverse ». Il montra le rôle de l'Eglise toujours du côté du plus fort et l'attitude des prêtres espagnols en juillet 36 se servant des églises comme remparts pour tirer sur la foule antifasciste et catholique et disant que le bonheur sur terre, notre seul paradis possible, ne viendrait pas de la résignation et des prières mais de la lutte révolutionnaire de la classe exploitée et dépossédée contre le capitalisme et tous les parasites qui le soutiennent. Il invita les auditeurs à assister le vendredi 27 mai, à 20 h. 30, salle Sauvage, place de la Mairie, à la conférence publique et contradictoire sur : « Pourquoi les anarchistes ne tendent pas la main aux catholiques ». Orateur : R. Coudry, de l'U. A. Entrée gratuite.

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

MONTREUIL

Il y a vraiment des braves à Montreuil et surtout parmi ceux-là un des plus aimables. Dernièrement un de nos camarades collait des affiches de l'U. A. ce qui n'eût pas le don de plaire à cet ancien garde républicain qui les déchira. Surpris par notre camarade, il s'enfuit à travers champs et ne put que répondre quand, rejoint, il fut invité à plus de prudence, car s'il recidivait il pourrait lui en cuire.

Pour le groupe : L. Bataillon.

SURVILLIERS-FOSSES

Le 21 mai 1938 est paru dans la « Tribune Populaire de Seine-et-Oise », un article mensonger, laissant à mes camarades, douter de ma sincérité et de mon action apportées dans la défense de la classe ouvrière.

Je suis accusé de choisir le moment pour affaiblir et désorganiser le bloc des forces ouvrières qui a déjà à lutter contre le syndicat professionnel.

Je proteste contre ce mensonge de politicien, car le moment que j'ai choisi a bien été celui où j'ai compris que ma place n'était plus avec des religieux antirévolutionnaires, et ce moment je ne l'ai pas choisi pour diviser car je suis et resterai syndiqué, je lutte et lutterai toujours avec mes camarades ouvriers et ouvrières contre le patronat exploitateur, dans la C. G. T., en dehors de toute politique partisane.

Les fascistes emploient les mêmes méthodes. Autre mensonge : il est dit que je fais pression sur mes anciens camarades communistes et socialistes (pourquoi anciens, ne le sont-ils donc plus ?) pour adhérer au groupe anarchiste de Survilliers. C'est faux, car si les anarchistes faisaient pression sur les adhérents d'un parti quelconque, notre doctrine serait la même que celle du communisme et du fascisme.

Il paraît aussi que je ne fais, tout comme le P.S.F., l'auxiliaire de la Direction.

La voix bien définie la mentalité stalinienne ! Du fait que je n'appartiens plus au parti communiste, je fais le jeu de la direction.

La doctrine communiste de la main tendue est donc la seule valable pour le bien-être de la classe ouvrière ?

Quant à mon travail de désagrégation, il se résume en un travail de redressement vers des aspirations sociales plus justes et surtout plus désintéressées que certaines préconisées par le parti communiste.

Je puis faire remarquer à ce faux camarade qu'il est loin de respecter les bases fondamentales du syndicalisme. Au fait, les connaît-il ?

Ah ! Il serait beau le syndicalisme, si les chefs stalinien devenaient les dictateurs du prolétariat !

Enfin au lieu de signer son nom, l'auteur pour terminer, a préféré étaler encore une fois sa vanterie en disant que j'avais été exclu à l'unanimité par ma cellule.

Il est bien facile de mettre quelqu'un à la porte lorsqu'il a déjà donné sa démission. — Roger RAUX.

VOIX DE PROVINCE

LES

Le clergé pour la guerre

A l'occasion des fêtes du cinquantième de l'école Foisson, dimanche 15 mai, le clergé, la bourgeoisie et l'industrie alsaciennes ont tenu une conférence au théâtre municipal.

Tous les corbeaux, les directeurs des mines et des usines, les vampires qui sucent le sang prolétaire de notre région étaient présents.

Leur valetaille, employés, maîtres des mines et autres mouchards aussi.

L'orateur officiel était le chanoine Desgranges. Il a débuté en rendant hommage à Léon Blum et en attribuant les conquêtes sociales de 1936 à la sage prévoyance de l'Eglise. Ce n'est pas au capital de Karl Marx que le leader socialiste emprunte son projet, mais aux encyclopédies de Léon XIII.

Les lois sociales ça va bien, mais il faut compter sur notre finance et sur la concurrence italienne-anglo-allemande.

Voilà des raisons pour augmenter le travail et diminuer les salaires.

REUNION

ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

Paris IX^e et X^e JEUDI 26

A 20 h. 45, 40, bd Bonne-Nouvelle, au Bar de l'Entrée.

LES BASES SOCIALES DE L'ANARCHISME

Orateur : Frémont.

Gentilly VENDREDI 27

A 20 h. 30, salle Sauvage, place de la Mairie.

POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Gourdin, Roger Coudry, Pedron.

Valenton SAMEDI 28

A 15 heures, salle du Coteau.

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateurs : Pedron, Vintrigner.

Les Lilas MERCREDI 1

A 20 h. 45, 10, rue de la République.

LA REVOLUTION FRANÇAISE DE 1789

Orateur : Nat.

Paris XIV JEUDI 2

Café Pignier, Bd Brune (métro Porte de Vanves).

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Patonni, Servant.

Paris XVII A 20 h. 45, 100, rue Cardinet.

LE MOUVEMENT SYNDICAL DEVANT LA GUERRE

Orateur : Chazoff.

Issy-les-Moulineaux A 20 h. 30, 21, rue Jean-Jacques-Rousseau

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateur : Frémont.

Il a condamné les grèves et en particulier celle des métallurgistes de la Seine qui a permis à Hitler l'occupation de l'Autriche.

Lui qui depuis qu'il est venu au monde fait la grève générale, ose indiquer à l'indignation publique les grévistes payés avec l'argent étranger ! Un canon et un tank — chrétiens eux aussi — en France coûtent 40 % plus cher qu'ailleurs.

Il invoque un gouvernement à poigne qui fasse travailler les autres, bien entendu.

Un camarade a demandé la parole pour relever les contradictions de l'Eglise et de l'orateur qui se mettent frontalement au service des marchands de mort. C'est naturel, car les corbeaux ont toujours cherché leur pâture dans le charnier.

Notre chef, lui lance à la figure notre camarade, est associé avec une bande d'assassins et il est plus préoccupé de deux milliards ensablant que de deux millions de Français qui meurent de faim.

La classe ouvrière, ajoutait-il, doit laisser se battre les diplomates et les parlementaires ; quand les députés de Palais-Bourbon se racontent contre ceux de Montclair, ceux du Reichstag contre ceux de la Chambre des Communes, nous crierons : Jusqu'à bout ! mais alors probablement il n'y aura plus de guerre.

Le chapeau, rouge d'indignation, se lève pour lessiver la conscience de Sa Sainteté — elle eût-elle bien besoin — qui de Castelgandolfo inonde la campagne romaine de ses larmes en pleurant sur les malheurs de l'humanité.

Pascal.

ANTIBES

Le Groupe d'Antibes organise le samedi 28 mai, à 21 h., une causerie éducative avec la participation du camarade A. Jenger, de Nice, qui traitera comme sujet : « Nos ennemis... les préjugés ». Nous invitons nos sympathisants ainsi que tous les jeunes qui depuis quelque temps nous manifestent leur attention, à ne pas manquer cette manifestation qui, nous en sommes certains, ne fera que confirmer l'intérêt qu'ils semblent apporter à notre mouvement.

Les n'auront, en effet, rien à regretter de l'audition de nos pensées si documentées et si riches dans le cadre de l'amélioration du niveau social des couches prolétaires à laquelle nous avons voué toute notre activité. Rendez-vous donc au Bar du Kiosque samedi à 21 h.

LA CIOTAT

Conférence Douteau

Notre jeune camarade a fait à La Ciotat, le 17 mai, sa belle conférence : « Halte à la guerre ! ». C'est devant près de deux cents auditeurs que Douteau ouvre la séance. Après s'être dressé contre les poursuites, les perquisitions, les emprisonnements, les interdictions de meetings, dont sont l'objet les anarchistes de la part du gouvernement F. P., il donne la parole à Douteau.

Notre ami après un exorde simple, entre dans le fond du sujet. Il trace un tableau vivant, prenant du capitalisme, de la bourgeoisie, de la main tendue, de l'Eglise, des politiciens, de l'Etat et du rôle néfaste que jouent ces diverses tendances, mais qui finalement s'entendent très bien pour faire massacrer les travailleurs. Il stigmatise en passant et comme il convient, l'unique décret Sarraut ; l'union sacrée, le front français, la France aux français et le refus de M. Plandin refusant cette U. S. tant promise, tant qu'il y aura une semaine de quarante heures, les congés payés, les congés collectifs, etc., ce qui est très près de disparaître par l'incertitude d'une C. G. T. qui trahit la classe ouvrière.

La guerre, dit Douteau, n'aura lieu que tant que les travailleurs acceptent de la faire, mais le jour où ils répondront : Non ! les gouvernants s'apercevront qu'il y a quelque chose de changé. Dans une péroraison superbe, il pré-

conclut la grève générale insurrectionnelle, pré-lude d'une transformation sociale complète.

A l'appel à la contradiction, un jeune camarade, Fernand, de la Jeunesse communiste, prit la parole. Agrippé au plus haut point, il affirma que c'était le P. P. qui avait fait accorder les quarante heures, les congés payés, les augmentations de salaire ; que jamais des réunions publiques ne pouvaient avoir lieu avant juin 1936 ; que sans la Russie et les colonies internationales, la révolution serait abattue en Espagne et tenta de justifier la trahison de ses chefs en mettant en cause notre campagne Sébast qui avait fait l'union sacrée en 1914.

Douteau n'eut aucune peine à réfuter ces pauvres contre-vérités.

Doberva, du parti radical-socialiste, se mit à corroborer le discours de Douteau et il s'éleva en libre-penseur contre le rôle de l'Eglise dans la révolution espagnole. Après un appel en faveur de la S. I. A., la séance fut levée à minuit. Bonne soirée dans le plus grand calme.

Denegry.

conclut la grève générale insurrectionnelle, pré-lude d'une transformation sociale complète.

A l'appel à la contradiction, un jeune camarade, Fernand, de la Jeunesse communiste, prit la parole. Agrippé au plus haut point, il affirma que c'était le P. P. qui avait fait accorder les quarante heures, les congés payés, les augmentations de salaire ; que jamais des réunions publiques ne pouvaient avoir lieu avant juin 1936 ; que sans la Russie et les colonies internationales, la révolution serait abattue en Espagne et tenta de justifier la trahison de ses chefs en mettant en cause notre campagne Sébast qui avait fait l'union sacrée en 1914.

Douteau n'eut aucune peine à réfuter ces pauvres contre-vérités.

Doberva, du parti radical-socialiste, se mit à corroborer le discours de Douteau et il s'éleva en libre-penseur contre le rôle de l'Eglise dans la révolution espagnole. Après un appel en faveur de la S. I. A., la séance fut levée à minuit. Bonne soirée dans le plus grand calme.

Doberva, du parti radical-socialiste, se mit à corroborer le discours de Douteau et il s'éleva en

Si au lieu
de parler de boycott
à Oslo
la C. G. T.
le réalisait en France

Le libertaire syndicaliste

Scission ? Jamais !

Parce que les communistes ont su s'emparer de beaucoup de postes responsables à l'intérieur de la C.G.T., certains réformistes et syndicalistes révolutionnaires entretiennent la scission comme moyen extrême de soustraire ce qu'il y a d'éléments sains dans le syndicalisme français à la mainmise communiste.

Eh bien ! non ! l'aire la scission serait une faute grave, une défaite de la classe ouvrière. Le capitalisme verrait son rêve de désorganisation du mouvement ouvrier réalisé, car il n'a pas digéré et ne digèrera jamais la défaite de juin 36. Il attend le moment de nous la faire payer cher. Et avant tout, chaque militant syndicaliste n'a pas le droit de l'oublier.

Les stalinien, pour d'autres raisons, seraient enchantés de cette scission, leurs colonnises — toute leur force est là ! — trouveraient un terrain favorable et je doute fort que leur propagande chauvine s'en trouverait entravée, qui pousse la classe ouvrière dans une nouvelle tuerie entre peuples au nom des démocraties contre le fascisme.

Les communistes nous ont montré leur combativité, leur esprit de suite dans l'action destructive qui fut la leur : ils ont jusqu'ici réussi parce que nous n'avons pas su nous unir contre leurs menées et même bien souvent par paresse et pessimisme nous les avons laissés arriver à leurs fins.

Nous n'avons su que gémir, alors qu'il fallait se battre et si nous l'avions fait les dégâts auraient été limités. Mais il n'est pas trop tard encore.

Le Congrès des Postiers vient de nous montrer que le Parti communiste n'a pas encore toute la C.G.T. en main. D'autres fédérations aussi ont prouvé qu'elles n'étaient pas encore sous la tutelle stalinienne et ne le seront pas de sitôt.

L'influence du P. C. dans la C.G.T. n'est qu'en surface et non en profondeur. Les travailleurs syndiqués depuis juin 36 et qui manquent d'éducation syndicale ont été une proie facile, mais ils commencent à se rendre compte et la dernière grève des métaux, déclenchée et arrêtée par ordre du P. C., le travail repris dans des conditions désastreuses, n'a pas renforcé l'influence stalinienne, au contraire.

Il faut repousser énergiquement l'idée de scission qui serait une catastrophe pour le mouvement ouvrier, surtout à l'époque actuelle, et affirmer toujours et partout un syndicalisme indépendant des partis politiques, dont toute la malice vient d'être abondamment prouvée par un Front populaire qui n'a fait que trahir la cause ouvrière. Il faut passer maintenant à une action soutenue, exempte de toute défaillance, mener une lutte d'opposition autonome et systématique, mais intelligente et soucieuse d'une entente tacite doit s'établir immédiatement, expurgée de tout esprit de tendance, entre les militants syndicalistes réformistes et syndicalistes révolutionnaires.

Dévoiler les menées et les buts stalinien, conduire la lutte contre le patronat, si cette action est menée avec fermeté et vigueur, elle enseignera et éclairera mieux que tous les travailleurs qui y verront plus clair et s'émanciperont syndicalement.

Reprenons donc la lutte, opposons au défaitisme de quelques-uns l'optimisme que crée l'effort de combat, montrons à tous qu'avant tout nous sommes des syndicalistes décidés à défendre avec acharnement les conquêtes ouvrières contre les aventures politiciennes qui seraient leurs tombeaux.

Notre mot d'ordre doit être et sera :
C.G.T. libre envers et contre tous !
A bas la Scission !

F. VINTRIGNER.

Aux oppositionalistes de la C. G. T.

Les militants de la minorité du syndicat national des instituteurs groupés autour de l'E. E. convoquent pour le dimanche de Pentecôte à Paris une réunion de prise de contact, de discussion et d'organisation où ils conviendront tous les syndiqués qui se refusent à accepter l'orientation antiouvrière de notre centrale et son attitude belliste.

Ils estiment qu'il est temps de réagir contre le réformisme sans réformes qui ligote chaque jour un peu plus le prolétariat, contre le stalinisme colonisateur plus préoccupé de combinaisons diplomatiques que de la défense des intérêts ouvriers, contre la préparation à l'union sacrée en vue de la guerre qu'accepte d'un cœur léger notre organisation syndicale.

Ils veulent une C. G. T. réellement indépendante des partis, de tous les partis ou coalitions électorales, une C. G. T., qui, luttant chaque jour, contre le capitalisme, arrête la course à la guerre.

Sur ces bases claires, l'union des oppositionalistes est souhaitable et possible. Elle doit aboutir à un résultat pratique : face aux tendances organisées des stalinien et des réformistes, dresser une tendance révolutionnaire, dénonçant les trahisons, appelant les ouvriers à l'action, de redressement syndical qui s'impose, coordonnant et multipliant aussi les manifestations du réveil ouvrier.

Camarades, si nous restons isolés nous ne pourrions rien. Si au contraire, nous faisons le geste d'union nécessaire, l'avenir du prolétariat de ce pays sera moins sombre et nous aurons apporté l'espoir là où il n'y avait plus que déception et découragement.

Assistez à la conférence qui aura lieu à Paris, le dimanche de Pentecôte, à 9 h. 30 précises, Salle Jeunesse Laïque, 10, rue Dupetit-Thouars, Paris (39).

La carte syndicale sera exigée à l'entrée.

Pas de panique !

Depuis quelques mois, et à la suite des défaites ouvrières et de l'insolence croissante des colonisateurs, l'atmosphère syndicale est devenue brusquement inquiétante. Les effectifs dégringolent verticalement ; les finances syndicales deviennent difficiles ; l'entretien des palais et des châteaux devient onéreux ; la lassitude des syndiqués gagne de nombreux militants. Mais ce qui est plus grave, ce sont les bruits de scission qui se font de plus en plus insistants.

Une pareille situation a besoin d'être sérieusement examinée. On comprend bien que, une fois tombé l'enthousiasme du début, les nouveaux syndiqués se lassent. On nous dit que des métaux, à la suite du dernier échec, auraient déchiré leur carte pour adhérer à d'autres organisations. Nous ne pensons pas que ces organisations les garderont longtemps. Ils retomberont bien vite dans l'inorganisation totale, comme avant juin.

Une mentalité de défaite est en train, aussi, de s'emparer des chefs ex-confédérés. Certains

d'entre eux parlent déjà de se réfugier dans l'autonomie. Nous nous demandons comment ces gens-là, qui ont été incapables d'endiguer la colonisation de la C.G.T. par les stalinien, pourront défendre leurs organisations autonomes contre les bolchevisateurs. Et puis, en France, nous l'avons connue cette expérience de l'autonomie. Elle a été plutôt décevante. Et ce n'est pas l'exemple de la C.G.T.S.R. qui nous fera changer d'opinion.

Les uns disent : « Pas de politique dans les syndicats ». C'est mal poser la question. En s'opposant à l'Etat, en poursuivant la transformation de la société, le syndicalisme est amené, qu'on le veuille ou non, à empiéter sur le domaine de la politique. Ce qui est dangereux, ce n'est pas que le syndicat aie une politique, ce qui est dangereux, c'est, bien au contraire, que, n'ayant pas de politique propre, il fasse la politique des partis, ou celle de ses maîtres.

Les anarchistes ne peuvent pas, ne doivent pas se rallier à un syndicalisme sectaire. Le

syndicalisme n'a pas plus à être anarchiste que socialiste ou communiste.

Quelle que soit l'orientation du syndicalisme, s'il est indépendant — et c'est cela seul qui compte — sa politique concordera toujours avec l'intérêt des travailleurs. Et nous avons assez confiance dans ce syndicalisme-là pour être persuadés qu'il adoptera les solutions fédéralistes et antistatistes, sans qu'il soit besoin, pour les anarchistes, de lui imposer un dogme quelconque. Croire le contraire, ce serait manquer de confiance dans la meilleure partie de la classe ouvrière, ce serait manquer de confiance dans l'anarchisme même.

Ce n'est pas le moment de se réfugier dans une tour d'ivoire, geste qui équivaudrait à une démission déshonorante.

Non, il faut lutter pied à pied pour redonner au syndicalisme une idée, une âme. Le prochain congrès confédéral ne doit pas aboutir à une scission. Il doit, bien au contraire, être le point de départ de la renaissance du syndicalisme, d'un syndicalisme vraiment indépendant.

Pas de mouvement syndical sans unité Pas d'unité sans indépendance

Tapons sans cesse sur ce clou. Le mouvement syndical français est en danger de mort. Tourné et détourné de son véritable but par les envoyés du P.C.F., menacé d'abandon par ceux qui n'ont su être que des fonctionnaires syndicaux, il ne peut être sauvé que par ceux — réformistes et révolutionnaires — qui sont attachés, avant tout, à son indépendance totale vis-à-vis de tous les partis et de tous les gouvernements.

Le tout est de se décider enfin à accomplir ensemble cet effort.

Nous avons déjà dit dans ces colonnes (et nous y reviendrons) ce que nous pensons de ceux qui défendent cette conception bizarre qui

consisterait à chasser les politiciens des syndicats en leur abandonnant la C.G.T.

Qu'il s'agisse d'ex-majoritaires de l'ancienne C.G.T. ou d'éléments révolutionnaires anarcho-syndicalistes, ceux qui sont acquis à l'idée d'une scission ou qui simplement admettent l'hypothèse, agissent en contradiction absolue avec les principes syndicalistes eux-mêmes.

Ne cessons de le répéter : aussi solidement implantée que paraisse la politique dans la C. G. T., une action coordonnée des syndicalistes l'en chassera.

Le récent congrès des P.T.T. vient de nous le démontrer, comme l'avaient déjà démontré les congrès de l'habillement et des employés. Je sais qu'on nous dit : « Tout cela est bien beau, mais nous voudrions vous voir dans un syndicat, dans une usine, dans un comité d'action syndicale ou seuls, trois ou quatre camarades ne s'inclinent pas devant les discours provocateurs de la C.G.T. »

Eh bien, beaucoup de copains sont dans ce cas qui partagent notre conception parce qu'ils sont syndicalistes et que, voyant la centrale envahie et menacée par les agents du Kremlin, ils songent à autre chose qu'à déchirer leur carte confédérale.

Certes, la situation pour les non-stalinien est claire, les portes, se referment sans cesse sur eux ou ce qui revient au même, aller parler dans des squelettiques groupuscules totalement ignorés du prolétariat et n'ayant de syndical que le nom n'est certes pas le moyen le plus indiqué pour sortir le mouvement ouvrier de la crise qu'il traverse.

Même si les démissionnaires parvenaient à donner une raison d'être aux cachets et au papier à entête de ces « syndicats révolutionnaires », même si les scissionnistes parvenaient à emmener avec eux, trois ou quatre grosses fédérations, la situation ne serait pas meilleure, au contraire.

La co-existence sur le terrain local de plusieurs syndicats pour une même corporation, sur le terrain national, de plusieurs centrales ouvrières (situation trop récente pour que les militants l'aient oubliée) sera une entrave à toute action syndicale sérieuse et efficace.

Il est à notre avis plus urgent de nous débarrasser de plus en plus intenable au sein de la C. G. T. Certes, on se croirait, surtout dans la région parisienne revenue aux plus beaux jours de la C.G.T.U.

A qui la faute ?

Nous avons tenté de l'expliquer dans de précédents articles. N'épiloguons pas sur l'énigme des uns et sur le sectarisme des autres ; à l'origine de la victoire stalinienne, il y a surtout la division des militants syndicalistes qui, unis, auraient pu opposer un barrage à la politique, amener les recrues de juin 1936 à une notion plus saine du syndicalisme.

Réformistes et révolutionnaires, anarcho-syndicalistes et « planistes » comprendront-ils que leur unité d'action anti-stalinienne est une question de vie ou de mort pour le mouvement syndical français ?

Certains donnent des leçons, critiquent sans cesse l'adversaire le moins dangereux, celui dont l'appui est indispensable pour culbuter les fantoches de M. Staline.

Il est à notre avis plus urgent de se mettre côte à côte pour expliquer aux ouvriers des métaux qu'on les a coulonnés en leur faisant faire la grève pour remplacer M. Blum par M. Daladier ; il est plus urgent d'éduquer des

Le camarade Guerrero nous adresse 133 signatures, personnel Hachette-Sentier, y compris le Conseil syndical ; Communiqué par Bourdin, 90 noms de la Compagnie de Radiologie ; Serrier, de St-Etienne et 5 de l'Enseignement technique, dont Azoult, secr. de la Loire ; le Syndicat du Secondaire d'Alger, transmis par Arnaud ; 21 municipaux de Lyon, envoi de Reynaud ; Bon-temps avec 5 métaux de Charleville ; Thierant, pour les Espérantistes pacifiques et syndiqués ; Pitou, 8 signatures de P.T.T., poste de radio à Pontoise, et enfin le Syndicat des professeurs libres et laïques des colonies.

Le semaine prochaine, nous indiquerons les dernières souscriptions reçues.

Pour les demandes de tracts, s'adresser à Gidoux, annexe de la Bourse, 67, rue Turbigo, Paris (39).

SYNDICATS qui n'ont jamais entendu prononcer les noms de Pellouier, de Pouget, de Grif-fuelhes et qui trouvent tout normal que leur secrétaire de syndicat soit député ou conseiller municipal.

Il est urgent d'entreprendre cette action, de faire passer dans la C.G.T. le « souffle syndicaliste ».

Et pour cela, il convient de faire pénétrer et comprendre cette vieille devise dans tous les syndicats, dans toutes les usines, sur tous les chantiers :

LA POLITIQUE DIVISE, LE SYNDICALISME UNIT.

RINGEAS.

Le mouvement syndical

APRES LE CONGRES DE L'U. D. DE LA LOIRE

Malgré la réussite de la mainmise stalinienne sur l'U. D. de la Loire, après le récent congrès, une forte minorité se maintient pour l'indépendance du syndicalisme. Le Syndicat du Livre de Saint-Etienne notamment demeure un des bons artisans du syndicalisme libre et indépendant des combines politiques ainsi qu'en témoigne l'ordre du jour suivant voté au dernier conseil :

Chez les typographes (Livre)

Dans sa réunion du mardi 10 mai, le Conseil syndical, après avoir entendu l'exposé objectif de son délégué au Congrès de l'Union départementale, constate une fois de plus la mainmise du Parti communiste sur la majorité des organisations syndicales du département et par conséquent sur l'U. D.

Trois faits le prouvent surabondamment : 1° l'encadrement des congressistes par la phalange de police du Parti communiste ; 2° l'appel adressé aux organisations d'envoyer autant de délégués que comporte le nombre de voix auxquelles elles ont droit ; 3° le discours du camarade Frachon, représentant la C.G.T. engageant les travailleurs à aller se faire tuer la peau à la frontière tout comme en 1939.

Le paragraphe 2 a été un vrai rassemblement communiste puisque 170 syndicats étaient représentés par 570 délégués.

Dans l'affaire Garnier-Bidaut-David le Conseil syndical n'avait pas cru devoir officiellement s'y intéresser jusqu'à présent, laissant aux membres de l'organisation le soin d'agir selon la liberté de leur conscience, principe respecté depuis longtemps dans le syndicat et dans la Fédération du Livre. La comparaison du secrétaire du syndicat du bâtiment en correctionnelle et les conclusions qui en découlent démontrent que notre silence serait interprété comme une approbation tacite à l'application de la responsabilité morale que l'on cherche à établir pour faire force de loi.

Cela ne date pas d'aujourd'hui, des précédents à St-Etienne ont existé où l'interdiction de séjour a été appliquée à des représentants de syndicats dont l'énergie avait été gênée. Le patronat pour pouvoir s'en débarrasser. De triste mémoire pour ceux qui se rappellent l'affaire Durand, secrétaire du syndicat des inscrits maritimes du Havre, condamné à mort pour responsabilité morale de l'assassinat d'un « jaune » lors d'une grève et devenu fou en apprenant sa condamnation.

Aujourd'hui comme hier, on essaye de combattre les organisations syndicales dans la personne de leurs dévoués membres qui acceptent d'assumer la charge de défendre les intérêts de leurs camarades.

Nous associations donc notre protestation à celles déjà parues dans la Presse et demandons la libération de Garnier et de ses camarades, laissés à la Justice, le soin d'élucider cette affaire.

D'autre part, nous protestons contre le silence

tout juste et solidaire, assouvissant une haine personnelle contre Garnier et voulant essayer de

le limoger de son organisation pour y « caser »

un de leur tendance, n'hésitant pas à jouer le

rôle de mouchards en cherchant à le salir dans

leur journal officiel du Parti communiste.

Pour et par ordre :

Eugène Soullier, Secrétaire général.

Après la Conférence d'Oslo
de la F. S. I.

Echec à l'impérialisme russe

Le Conseil général de la F. S. I., qui vient de se réunir à Oslo la semaine dernière, a nettement pris position contre l'affiliation des syndicats russes. C'est par 16 voix contre 4 que l'admission a été repoussée, et il a même été décidé de ne pas poursuivre plus avant les pourparlers engagés depuis un certain temps. C'est une cuisante défaite pour Moscou. Les Russes, pourtant, s'étaient assurés le concours d'un avocat réputé : Jouhaux lui-même. Le « général » a eu beau mettre toute son éloquence au service de sa mauvaise cause, il n'est pas parvenu à vaincre la répulsion qu'inspire l'effroyable des affirmations détraquées des partis, amis ou ennemis. Aujourd'hui, la vérité se fait jour, et la gauche russe apparaît dans toute sa nudité. Et nous ne pouvons nous empêcher de faire un rapprochement entre l'attitude des syndicalistes du monde entier et l'insurmontable dégoût qu'inspirent de tous temps aux peuples civilisés d'Europe les grands nomades barbares qui sortent périodiquement de cette Russie pour ravager l'Occident.

Jouhaux avait astucieusement présenté la thèse de ses nouveaux amis. Pour faire pression sur les délégués, il osa même prétendre que toute décision rejetant l'affiliation des Russes se traduirait par un renforcement de l'axe Berlin-Rome-Tokio. La manœuvre était par trop grossière, et la réaction ne se fit pas attendre.

Ce fut, entre autres, George Hicks, délégué anglais, qui exposa sans ménagements la réprobation formelle de la classe ouvrière britannique. L'individualisme foncier des Anglo-Saxons, le respect de la personne humaine et le goût des libertés qui ont toujours été la marque distinctive des Insulaires expliquent cette aversion pour les régimes où l'anéantissement de l'individu est total devant l'Etat autoritaire. La C.G.T. russe n'est qu'un rouage de cet Etat, dans lequel n'existe aucune des libertés fondamentales : liberté de la presse, liberté d'opinion, liberté de réunion et d'association, et, enfin, celle qui les conditionne toutes : liberté corporelle. Les Anglais ont compris qu'il ne s'agissait là que d'une manœuvre de l'impérialisme russe pour attirer le prolétariat du monde entier à ses destinées ; ils ont compris que l'affiliation des syndicats russes C'ETAIT LA GUERRE !

Non moins significative a été la réaction des délégués des pays neutres. On connaît l'opposition formelle à toute guerre des pays comme la Suède, le Danemark, la Finlande, la Belgique, la Hollande, la Suisse les Etats-Unis ; et il est bien permis de croire que le pacifisme pouvait en grande partie de la volonté de leur classe ouvrière de se tenir à l'écart de tout conflit. Seule, la Norvège a fait exception, et son attitude étonne un peu. Jusqu'à présent, théoriquement, qui s'est prononcé contre les Russes. Pourtant, ceux-ci ne sont-ils pas les « protecteurs des Slaves » ? On a l'impression que, malgré leur situation angossante, les ouvriers tchèques ont encore plus peur des Russes que des Allemands !

Aussi le grand discours provocateur de Jouhaux n'a guère séduit que l'Espagne — on sait trop, hélas ! pourquoi — et le Mexique. L'homme de l'union sacrée en a été pour ses frais.

Mais il est bien certain que lui et ses nouveaux amis ne s'avouent pas vaincus. L'impérialisme soviétique connaît trop bien l'importance de l'atout que constituerait pour lui l'appui du mouvement syndical international. Soyons certains qu'ils reviendront à la charge. Seulement, ils emploieront des méthodes plus sounieuses. Par un travail souterrain et tenace, ils essaieront de briser les résistances, une par une... A moins que les syndicalistes du monde entier restent vigilants et clairvoyants. Mais il ne faut pas se dissimuler que c'est tout le problème de la paix et de la guerre qui est posé, et maintenant l'union sacrée nationale ne semble plus suffisante aux impérialistes franco-russes ; il faut que l'union sacrée internationale. En réalité, le problème de l'union sacrée et celui de l'affiliation des Russes n'en font qu'un ; si les travailleurs ne parviennent pas à empêcher l'union des classes dans leurs pays respectifs, ils tomberont un jour ou l'autre sous la tutelle de Moscou.

Heureusement, l'attitude clairvoyante et courageuse des neutres nous permet d'espérer encore. Si, un jour, le conflit éclate, c'est dans ces pays que la flamme internationaliste se maintiendra. Dans les ténèbres épaisses qui couvrent l'Europe en 1938, Zimmerwald ne fut qu'une petite tueur éblouissante. Et pourtant...

MARCEL GUENEC.

CERCLE SYNDICALISTE DE LUTTE DE CLASSE

PLOMBERIE COUVERTURE

Tous les camarades compagnons et aides de la plomberie-couverture pose, périmètre et toutes les parties se rattachant à la corporation, sont priés d'écrire à Tavernier, 45, rue de l'Ecliquier, Paris (10e) pour former un groupe du Cercle. — Tavernier.

L'AFFAIRE GARNIER

UNE PROTESTATION DE LA 33^e REGION DU BATIMENT

« La Commission Exécutive de la 33^e Région fédérale du Bâtiment, réunie à la Bourse du Travail de Toulouse le 15 mai 1938, proteste énergiquement contre l'incarcération des camarades militants responsables du bâtiment de Saint-Etienne, et demande leur mise en liberté ».

Cet ordre du jour a été voté malgré le délégué régional qui d'ailleurs a déclaré voter contre et s'est trouvé à peu près tout seul dans son attitude. Cette protestation a été envoyée au Parc de Saint-Etienne, ainsi qu'à la Fédération du Bâtiment.

Plusieurs membres de la C. E. 33^e région.